DIRECTION des FINANCES

RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES

2022

BUDGET PRINCIPAL

SOMMAIRE

PREAMBULE

PARTIE I – LE CONTEXTE ECONOMIQUE INTERNATIONAL ET NATIONAL

A – La conjoncture internationale

B – La conjoncture en France

C – Les principales dispositions de la Loi de Finances pour 2022 et les effets sur le bloc communal

PARTIE II – LES ORIENTATIONS BUDGETAIRES – BUDGET COMMUNAL

A – L'analyse rétrospective de 2017 à 2021

1. La section de fonctionnement
   a. Les recettes
   b. Les dépenses
   c. L'évolution de l'épargne brute
2. La section d'investissement
   a. Les recettes
   b. Les dépenses
   c. L'analyse de la dette
3. Les résultats 2021

B – La prospective financière pour 2022

1. Les recettes de fonctionnement
   a. La fiscalité
   b. Les dotations
2. Les dépenses de fonctionnement et les orientations en matière de gestion des ressources humaines pour 2022
   a. Les charges à caractère général et autres dépenses
   b. Les orientations en matière de ressources humaines
3. L'investissement
   a. Les perspectives en recettes
   b. Les perspectives en dépenses
   c. Le Programme Pluriannuel d'Investissement et son financement (PPI)

C - Les ratios

PREAMBULE

Comme chaque année, le Conseil municipal est invité à débattre des orientations budgétaires dans les deux mois qui précèdent le vote du budget.

Ce débat permet au Conseil de discuter des grandes orientations qui présideront à l'élaboration du Budget primitif 2022. C'est l'occasion pour les élus d'envisager les perspectives budgétaires 2022 et d'échanger sur la politique d'investissement de la Ville et sa stratégie financière et fiscale.

Pour aborder les grandes orientations budgétaires, il convient de se référer aux perspectives économiques nationales, à la Loi de Finances pour 2022 et aux chiffres clés du Budget de la Ville.

Ainsi, le Maire présente au Conseil municipal un rapport sur les orientations budgétaires (ROB), défini à l'article L2312-1 du CGCT.
Le ROB doit présenter les engagements pluriannuels envisagés, la structure et la gestion de la dette et la structure et l'évolution des dépenses et des effectifs.
Ce rapport a pour objectif de présenter les évolutions prévisionnelles de dépenses et de recettes en section de fonctionnement comme en investissement.

Le ROB introduit un débat en Conseil municipal, une délibération prend, ensuite, acte de ce débat.

Enfin, ce débat d'orientations budgétaires n'a pas vocation à être aussi précis qu'un budget primitif.

Le détail des différents points abordés dans ce débat seront précisés lors de l'adoption du budget primitif 2022, début mars 2022.

PARTIE I – LE CONTEXTE ECONOMIQUE INTERNATIONAL ET NATIONAL

A – Une crise sanitaire aujourd'hui largement maîtrisée dans les pays développés

La crise sanitaire mondiale s'étant amorcée au début de l'année 2020 a constitué, depuis son déclenchement, un sujet d'actualité de premier plan qui dépasse le cadre sanitaire, et qui s'est vite étendu aux sphères politiques, économiques et financières.
Le Produit Intérieur Brut (PIB) mondial a chuté de 3,4%.
Face à cette situation exceptionnelle, des mesures économiques prises par les gouvernements et les institutions supranationales ont permis de limiter l'ampleur de la crise économique dont l'évolution est étroitement corrélée à la résolution de la crise sanitaire.

Si la pandémie est aujourd'hui maitrisée dans les grandes puissances économiques telles que la Chine, les Etats-Unis et l'Europe, elle frappe toujours les pays en voie de développement qui n'ont à ce jour pas suffisamment accès aux vaccins.

Au niveau mondial, les indicateurs de santé de l'économie et des marchés financiers sont au plus haut depuis le troisième trimestre 2021.

Ce constat est tout de même à nuancer, car les conséquences de la crise sanitaire se font toujours ressentir :
- remontée de prix de l'énergie provoquant une accélération de l'inflation,
- pénurie de biens intermédiaires limitant certaines productions industrielles et impactant à la hausse les investissements débutés,
- désorganisation des chaines logistiques, conséquences des confinements, avec aussi des pénuries de main-d'œuvre dans certains secteurs (transports, restauration etc…).

Le niveau de PIB préalable à la pandémie devrait être rejoint dans la plupart des grandes économies au cours du premier semestre 2022.
Après -2,8% en 2020, et à 5,7% en 2021, la croissance mondiale devrait se stabiliser autour des 4% en 2022.

Dans la zone euro, les confinements ayant été plus longs et plus stricts selon les pays, la croissance à 2,2% fin 2021 a redémarré plus tardivement qu'aux Etats-Unis.
L'industrie européenne a engrangé des commandes importantes mais a été contrainte par les pénuries de certains composants et des difficultés d'approvisionnement, combinées à une hausse du prix de l'énergie, ayant constitué les principaux facteurs d'accélération de l'inflation.
En effet, l'inflation s'est révélée plus forte que prévu et est estimée supérieur à 3% début 2022.
Quant à la croissance elle se tiendrait aux alentours de 4,1% en 2022.

B - Les prévisions 2022 pour la France

Après la mise en œuvre par le Gouvernement de :

- plans de soutien concentrés sur les dispositifs d'indemnisation des entreprises et des citoyens pour pallier l'arrêt de l'activité lors du premier confinement,
- du plan France Relance de 100 milliards d'euros pour financer des projets dans les secteurs de l'écologie, de la compétitivité et de la cohésion, la situation est la suivante :

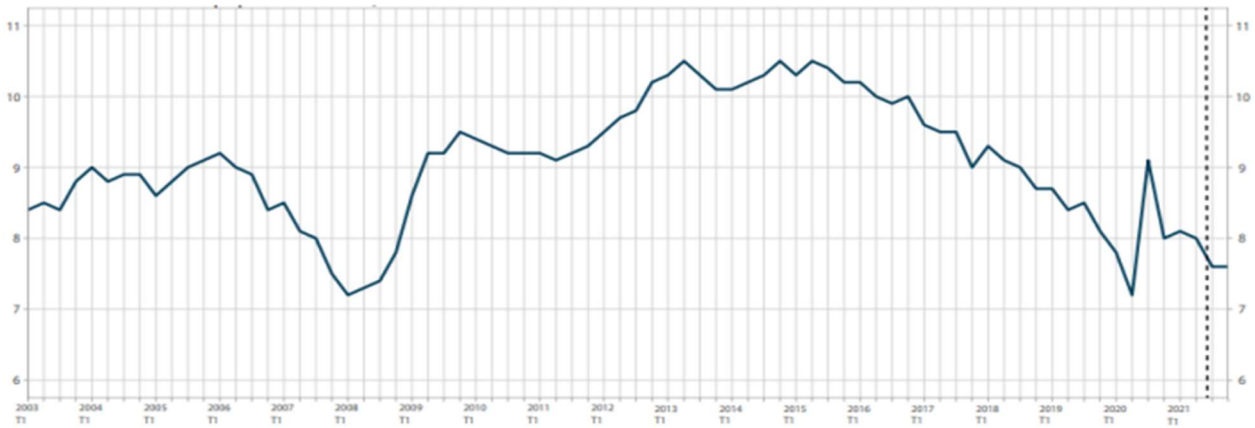
d'après les dernières prévisions de l'Organisation de Coopération et de Développement Economique (OCDE), le PIB devrait évoluer, illustrant un effet de rattrapage avec :

- une consommation accrue,
- un regain de confiance dans l'avenir grâce à l'amélioration de la situation sanitaire,
- un chômage en baisse (taux à 7,6%),
- une reprise de la production des entreprises et l'amélioration de l'environnement économique.

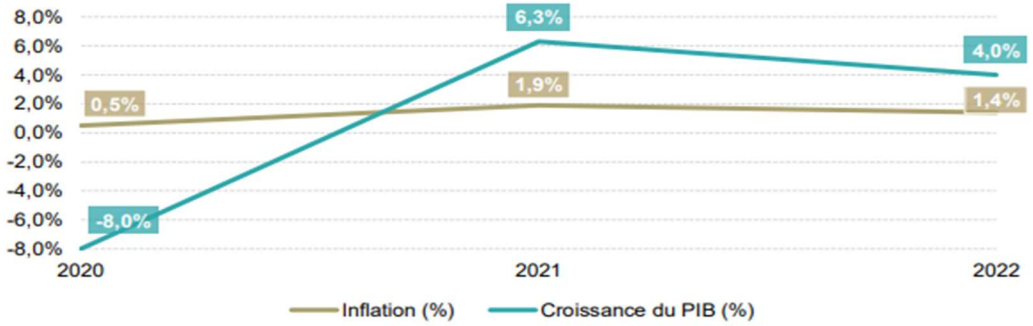
En 2022, le PIB français devrait augmenter de façon importante mais moins soutenue, à hauteur de 4%, revenant ainsi sur un niveau de croissance plus proche du potentiel de croissance réelle du pays, mais s'appuyant tout de même sur les effets de la relance budgétaire du Gouvernement et des autres relances mondiales.

Quant à l'inflation, après une croissance des prix de 0,5% en 2020, celle-ci atteignait les 1,9% en 2021 et est prévue à 1,4% en 2022 avant une nouvelle baisse.

Evolution du taux de chômage en France selon le Bureau International du Travail



Prévisions de croissance et d'inflation en France selon l'OCDE



C - Les principales dispositions de la loi de finances (LF) pour 2022 concernant les collectivités locales et le bloc communal

● Une rénovation des indicateurs financiers dont l'impact sera lissé de 2023 à 2028

Le potentiel fiscal[1], le potentiel financier[2] et l'effort fiscal[3] ont été rénové dans le cadre de la LF.
La LF intègre de nouvelles ressources au calcul du potentiel fiscal communal, telles, notamment, les droits de mutations, la Taxe Locale sur la Publicité Extérieure (TLPE) ou encore, la majoration de la Taxe d'Habitation sur les Résidences Secondaires (THRS).
La LF comporte aussi une simplification du calcul de l'effort fiscal en le centrant uniquement sur les impôts levés par les communes.
Cette rénovation aura notamment pour conséquence une hausse plus importante que la moyenne du potentiel fiscal et financier, engendrant une perte potentielle de Dotation de Solidarité Urbaine et une hausse de l'écrêtement sur la Dotation Globale de Fonctionnement (DGF).

Les premiers effets sont attendus pour 2023 et les indicateurs 2022 seront calculés avec les données n-2 pour qu'il n'y ait pas d'impact sur 2022.
Aussi, afin d'éviter des évolutions trop importantes sur la répartition des dotations, la LF prévoit la mise en place d'une fraction de correction permettant de lisser les évolutions sur plusieurs années dont les modalités seront précisées par décret.

● Une modification du seuil de l'écrêtement sur la dotation forfaitaire

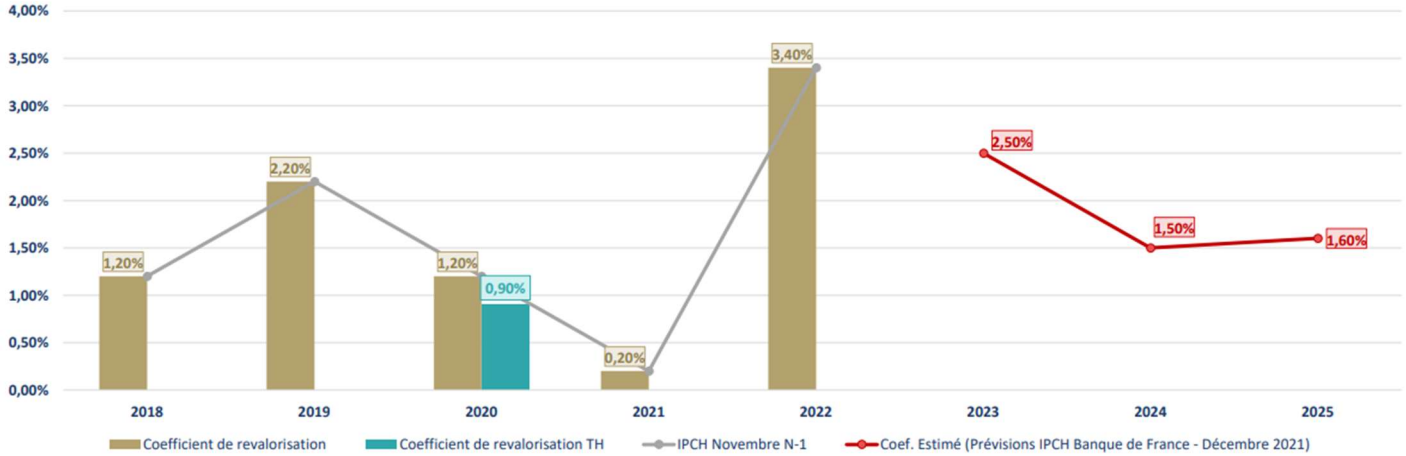
En 2022, la dotation forfaitaire sera écrêtée si le potentiel fiscal 4 taxes par habitant est supérieur à 85% du potentiel fiscal moyen, contre 75% en 2021.
Ainsi, les communes restant écrêtées en 2022 connaîtront une hausse de leur écrêtement.

● Une loi de finance 2022 en soutien à l'investissement local

La Dotation de Soutien à l'Investissement Local (DSIL) connaît un abondement exceptionnel de 350 millions d'euros. Cette mesure servira à financer les opérations des collectivités prévues dans les Contrats de Relance et de Transition Ecologique (CRTE).

Le Fonds de Compensation de la taxe sur la Valeur Ajoutée (FCTVA) est reconduit à hauteur de 6,4 Mds € et les autres enveloppes en faveur de l'investissement, telle la Dotation d'Equipement des Territoires Ruraux (DETR) sont maintenues.

● Un coefficient de revalorisation forfaitaire des bases de fiscalité de +3,4% engendrant une sensible hausse des produits de fiscalité directe locale.



[1] Potentiel fiscal : indicateur de richesse fiscale = correspond à la somme que produiraient les taxes directes de la Collectivité si l'on appliquait aux bases le taux moyen national d'imposition. Cet indicateur mesure la capacité de la Collectivité à lever des produits fiscaux sur son territoire.
[2] Potentiel financier : correspond au potentiel fiscal majoré de la dotation forfaitaire perçue par la Commune
[3] Effort fiscal : permet de mesurer la pression fiscale exercée sur le territoire de la Collectivité. Il est constitué du rapport entre les produits fiscaux levés sur le territoire de la Commune et le potentiel fiscal.

PARTIE II – LES ORIENTATIONS BUDGETAIRES – BUDGET COMMUNAL

A – L'analyse rétrospective de 2017 à 2021

1. La section de fonctionnement

   a. Les recettes

Les recettes de fonctionnement (produits des cessions compris (article 775[4])) ont progressé de 3,04% entre 2018 et 2021 et de 2,51% entre 2020 et 2021.

	Rétrospective				
	2017	2018	2019	2020	2021
Impôts et taxes (chap 73)	**5 852 699**	**5 861 190**	**5 924 827**	**6 500 304**	**6 624 021**
Evolution n-1		*0,15%*	*1,09%*	*9,71%*	*1,90%*
Dotations (chap 74)	**6 263 291**	**6 347 458**	**6 591 117**	**6 453 451**	**6 456 844**
Evolution n-1		*1,34%*	*3,84%*	*- 2,09%*	*0,05%*
Produits des services (chap 70)	**970 017**	**1 086 261**	**940 998**	**694 025**	**882 099**
Evolution n-1		*11,98%*	*- 13,37%*	*- 26,25%*	*27,10%*
Autres produits de gestion courante (chap 75)	**237 379**	**259 122**	**341 566**	**366 737**	**379 640**
Evolution n-1		*9,16%*	*31,82%*	*7,37%*	*3,52%*
Produits financiers (chap 76)	**47**	**88**	**2 992**	**0**	**2 622**
Evolution n-1		*86,44%*	*3 300,00%*	*- 100,00%*	*100%*
Produit des cessions d'immobilisations (art 775)	**14 405 170**	**744 262**	**5 098**	**276 600**	**390 000**
Evolution n-1		*- 94,83%*	*- 99,32%*	*5 325,66%*	*41%*
Produits exceptionnels (chap 77 hors 775)	**126 137**	**100 752**	**72 879**	**99 235**	**105 642**
Evolution n-1		*- 20,12%*	*- 27,67%*	*36,16%*	*6,46%*
Atténuation de charges (chap 013)	**143 995**	**124 757**	**71 335**	**208 802**	**124 236**
Evolution n-1		*- 13,36%*	*- 42,82%*	*192,71%*	*-40,50%*
TOTAL	**27 998 735**	**14 523 891**	**13 950 812**	**14 599 154**	**14 965 106**
Evolution n-1		*-48,13%*	*-3,95%*	*4,65%*	*2,51%*
Evolution entre 2017 et 2021	*3,04%*				

Le produit des contributions directes a évolué de 16,45 % de 2017 à 2021 et de 2,82% entre 2020 et 2021.

	Rétrospective				
	2017	2018	2019	2020	2021
Produit des contributions directes	**4 363 912**	**4 375 208**	**4 556 918**	**4 942 553**	**5 081 849**
Evolution n-1		*0,26%*	*4,15%*	*8,46%*	*2,82%*
Evolution de 2017 à 2021	*16,45%*				

[4] En 2017 : encaisse par la Commune de la cession des actions SIGEM (transmission universelle de propriété (TUP) pour un montant de 14 402 070 €

Cette évolution s'explique notamment, par les variations nominales des bases d'impositions prévues par les lois de finances et l'augmentation des taux appliquée en 2020 comme suit :

Taxe	Taux 2019	Taux 2020	Pourcentage d'augmentation
Taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB)	12.21%	14%	14.66%
Taxe foncière sur les propriétés non bâties (TFPB)	25.97%	29.78%	14.67%

Le produit des taxes directes a donc augmenté ainsi :

	Rétrospective				
	2017	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**
Produit des taxes directes (73111)	**4 134 469**	**4 156 256**	**4 296 899**	**4 689 810**	**5 014 355**
Evolution n-1		*0,53%*	*3,38%*	*9,14%*	*6,92%*
Evolution de 2017 à 2021					*21,28%*

Pour rappel, la Ville n'a pas appliqué d'augmentation de taux de 2008 à 2017.
En 2017, une augmentation de taux de 6% a été appliquée sur les trois taxes directes locales.

	Rétrospective					
	2016	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**	**2021 Réforme de la fiscalité**
Taxe d'habitation	10,24%	10,85%	10,85%	10,85%	*10,85%*	*10,85%*
Taxe foncière sur les propriétés bâties	11,52%	12,21%	12,21%	12,21%	14%	26,03%
Taxe foncière sur les propriétés non bâties	24,50%	25,97%	25,97%	25,97%	29,78%	29,78%

Le produit de la fiscalité indirecte[5] locale a, quant à lui, évolué comme suit de 3,59% entre 2017 et 2021 :

	Rétrospective				
	2017	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**
Produit de fiscalité indirecte	**1 488 787**	**1 485 982**	**1 367 909**	**1 557 751**	**1 542 172**
Evolution n-1		*- 0,19%*	*- 7,95%*	*13,88%*	*-1%*
Evolution de 2017 à 2021					*3,59%*

Cela s'explique par une baisse de l'attribution de compensation de Annemasse Agglo de 158 496 € (soit une baisse de 22,61%) entre 2017 et 2021 combinée à une hausse des droits de mutation de 48,07% entre 2017 et 2021.

	Rétrospective				
	2017	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**
Attribution de compensation (art 7321)	701 048	695 378	607 095	634 325	542 552
Evolution n-1		*- 0,81%*	*- 12,70%*	*4,49%*	*-14%*
Taxe additionnelle aux droits de mutation (art 7381)	491 052	592 939	526 854	684 919	727 102
Evolution n-1		*20,75%*	*- 11,15%*	*30,00%*	*6,16%*

La baisse de l'attribution de compensation s'explique par les transferts de compétences, les services communs et l'intégration du Fonds de Péréquation des Ressources Intercommunales (FPIC).

[5] Produits de la fiscalité indirecte : La fiscalité indirecte comprend les recettes affectées au compte 73 autre que la fiscalité directe et transférée. (La taxe sur l'électricité, les droits de mutation, l'attribution de compensation, la taxe locale sur la publicité extérieure (TLPE)

Les dotations et participations[6] bénéficient d'une évolution de +3.09% entre 2017 et 2021, malgré une baisse de la DGF et des subventionnements courants compensée par un maintien voire, une hausse des Fonds de rétrocession Genevois (FRG).

	Rétrospective				
	2017	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**
Dotations	**6 263 291**	**6 347 458**	**6 591 117**	**6 453 451**	**6 456 844**
Evolution n-1		*1,34%*	*3,84%*	*- 2,09%*	*0,52%*
Evolution 2017 à 2021					*3,09%*

Détail des dotations et participations :

	Rétrospective				
	2017	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**
DGF, dotation forfaitaire (art 7411)	775 106	762 384	695 961	629 212	594 561
Evolution n-1		*- 1,64%*	*- 8,71%*	*- 9,59%*	*-5,51%*
Dotation de solidarité urbaine et de cohésion sociale (art 74123)	90 117	79 564	99 306	103 242	106 334
Evolution n-1		*- 11,71%*	*24,81%*	*3,96%*	*2,99%*
FCTVA (art 744)	16 003	19 844	16 513	17 580	45 079
Evolution n-1		*24,00%*	*- 16,79%*	*6,46%*	*156%*
Participations (art 747)	1 299 574	1 179 408	1 201 753	1 029 077	1 104 364
Evolution n-1		*- 9,25%*	*1,89%*	*- 14,37%*	*7,32%*
Compensations fiscales (art 748) dont FRG	4 077 357	4 306 258	4 577 584	4 674 340	4 606 506
Evolution n-1		*5,61%*	*6,30%*	*2,11%*	*-1,45%*

Les produits des services se maintiennent à environ 970 000 € par an de 2017 à 2019, mais accusent une forte baisse entre 2019 et 2020 du fait de la crise sanitaire ayant engendré la fermeture des services aux usagers (restauration scolaire, crèche, centre de loisirs). En 2021, un retour à la normale est constatable, avec une hausse des recettes de plus de 27% en 2021, après une baisse de 26% en 2020.

	Rétrospective		
	2019	**2020**	**2021**
	940 998[7]	**694 025**	**882 099**
Evolution n-1	*- 13,37%*	*- 26,25%*	*27,10%*

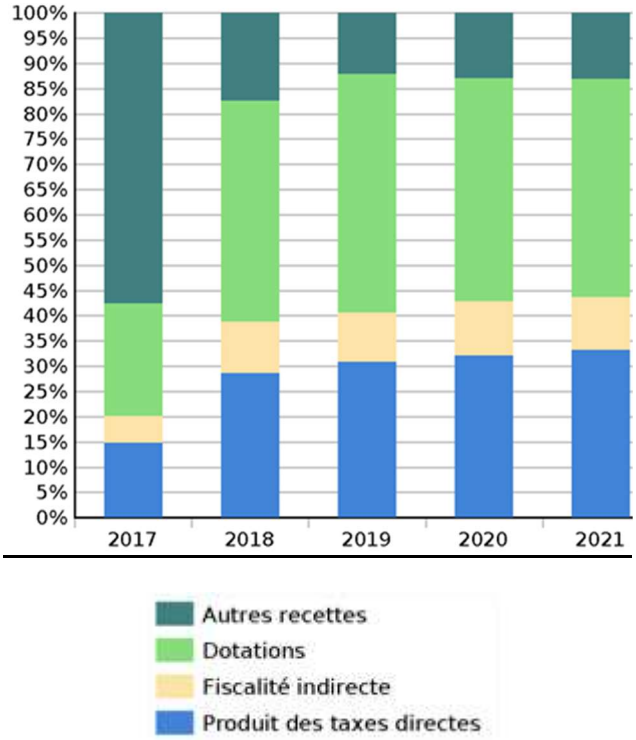
Quant aux autres produits de gestion courante, l'on constate une forte évolution entre 2017 et 2021 résultant des logements communaux et autres locaux loués à des tiers.

	Rétrospective				
	2017	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**
Autres produits de gestion courante (chap 75)	**237 379**	**259 122**	**341 566**	**366 737**	**379 640**
Evolution n-1		*9,16%*	*31,82%*	*7,37%*	*3,52%*
Evolution de 2017 à 2021					*59,93%*

[6] Dotations et participations : DGF, Dotation de Solidarité Urbaine (DSU), Fonds de Compensation de la Taxe sur la valeur Ajoutée (FCTVA) en section de fonctionnement, subventions : Caisse Allocations Familiales, Préfecture, Conseil départemental, Conseil régional, Fonds Social Européen etc… et FRG

[7] Correspond à 11 mois de 2019 de janvier à novembre 2019 + les impayés du Guichet Unique de décembre 2018 à hauteur de 6 471.07 €

Répartition des recettes de fonctionnement[8]



b. Les dépenses

Sur la même période, les dépenses réelles de fonctionnement restent contenues avec une baisse de 0,11% entre 2017 et 2021 et une baisse de 2,48% entre 2020 et 2021.
Cela s'explique par la crise sanitaire ayant ralenti l'activité des services et un effort de maîtrise des dépenses par les services.

	Rétrospective				
	2017	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**
Total des dépenses réelles de fonctionnement	**11 675 264**	**11 707 781**	**12 219 578**	**11 958 915**	**11 661 985**
Evolution n-1		*0,28%*	*4,37%*	*- 2,13%*	*-2,48%*
Evolution de 2017 à 2021					*-0,11%*

Les charges de personnel demeurent maîtrisées.

Les autres charges de gestion courante sont également en baisse notamment du fait de la réduction du nombre d'associations demandeuses ou des montants de subventions sollicités envers la Collectivité.
Les admissions en non-valeur se portent en 2021 à 23 387 € contre 30 000 € en moyenne.

Les intérêts de la dette sont également en baisse du fait de l'absence de contractualisation d'emprunts entre 2017 et 2021 et du désendettement.

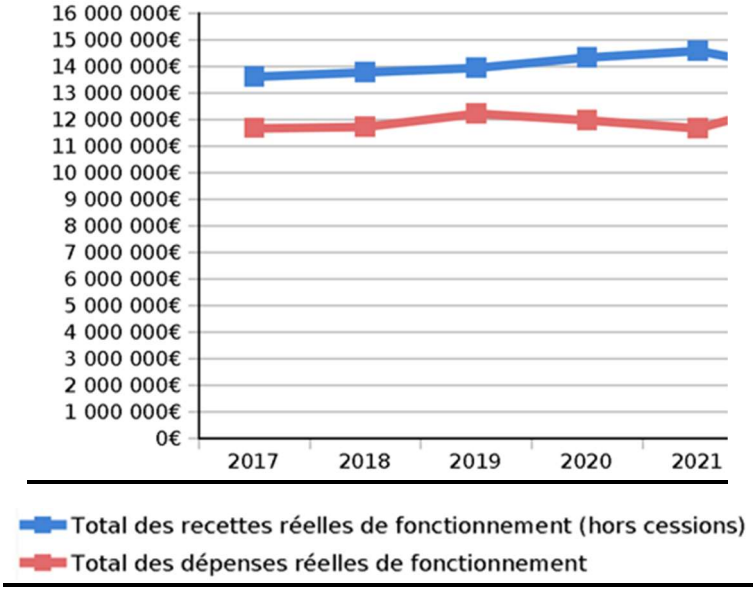
Les charges exceptionnelles sont, quant à elles, en hausse notamment entre 2019 et 2020 du fait :
- des remises gracieuses accordées aux commerçants locataires ou pour les droits de place, afin de prendre en compte l'impact de la crise sanitaire sur l'activité économique,
- de la prise en charge de contributions rétroactives envers la Caisse Nationale de Retraites des Agents des Collectivités Locales (CNRACL) (montant payé en 2020 = 19 609 €).

[8] **Autres recettes :** Elles comprennent notamment les produits des services, les cessions d'immobilisations, les produits financiers, les atténuations de charges, les recettes exceptionnelles, les produits induits des investissements, hors rôles supplémentaires.

En 2021, elles sont en baisse de 25%, et le montant des remises gracieuses accordées en lien avec la crise sanitaire est de 29 502 € (remboursement des familles lors de la fermeture du centre de loisirs et prise en charge partielle de certaines charges pour soutenir l'activité des acteurs économiques sur le territoire communal).

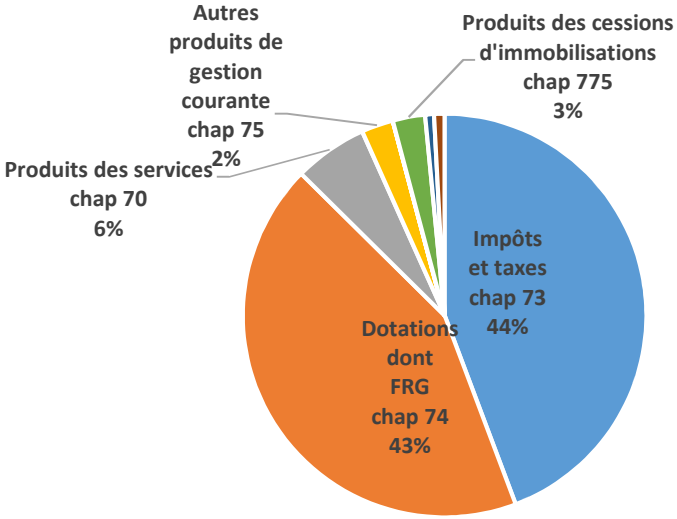
	Rétrospective				
	2017	2018	2019	2020	2021
Charges à caractère général (chap 011)	**2 888 345**	**2 934 445**	**3 369 276**	**3 026 496**	**2 792 277**
Evolution n-1		*1,60%*	*14,82%*	*- 10,17%*	*-7,74%*
Charges de personnel et frais assimilés (chap 012)	**7 917 339**	**8 002 483**	**8 102 303**	**8 132 027**	**8 201 884**
Evolution n-1		*1,08%*	*1,25%*	*0,37%*	*0,86%*
Atténuation de produit (chap 014)	**0**	**516**	**1 247**	**5 090**	**10 083**
Evolution n-1			*141,67%*	*308,18%*	*98,09%*
Autres charges de gestion courante (chap 65)	**721 614**	**666 696**	**655 874**	**657 834**	**548 990**
Evolution n-1		*- 7,61%*	*- 1,62%*	*0,30%*	*-16,55%*
Intérêts de la dette (art 66111)	**117 977**	**101 936**	**85 943**	**68 530**	**59 072**
Evolution n-1		*- 13,60%*	*- 15,69%*	*- 20,26%*	*-13,80%*
Intérêts courus non échus – ICNE (art 66112)	**- 11 787**	**- 11 738**	**- 11 873**	**- 11 150**	**-13 167**
Evolution n-1		*- 0,42%*	*1,16%*	*- 6,09%*	*18,09%*
Autres charges financières (autres articles chap 66)	**10 311**	**0**	**0**	**1 702**	**4 037**
Evolution n-1		*- 100,00%*			*137,18%*
Charges exceptionnelles (chap 67)	**31 465**	**13 443**	**16 808**	**78 385**	**58 807**
Evolution n-1		*- 57,28%*	*25,03%*	*366,36%*	*-25%*

Effet de ciseaux

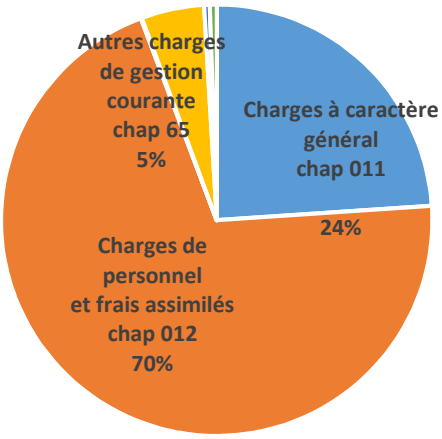


En 2021, la hausse de 3,52% des recettes de fonctionnement combinée à une baisse de 2,48% des dépenses permet ainsi l'atténuation de l'effet de ciseaux.

Réalisé 2021 recettes réelles de fonctionnement	Impôts et taxes chap 73	Dotations dont FRG chap 74	Produits des services chap 70	Autres produits de gestion courante chap 75	Produits financiers chap 76	Produits des cessions d'immobilisations chap 775	Produits exceptionnels chap 77 hors 775 produit des cessions	Atténuations de charges chap 013
14 965 106	6 624 021	6 456 844	882 099	379 640	2 623	390 000	105 642	124 236



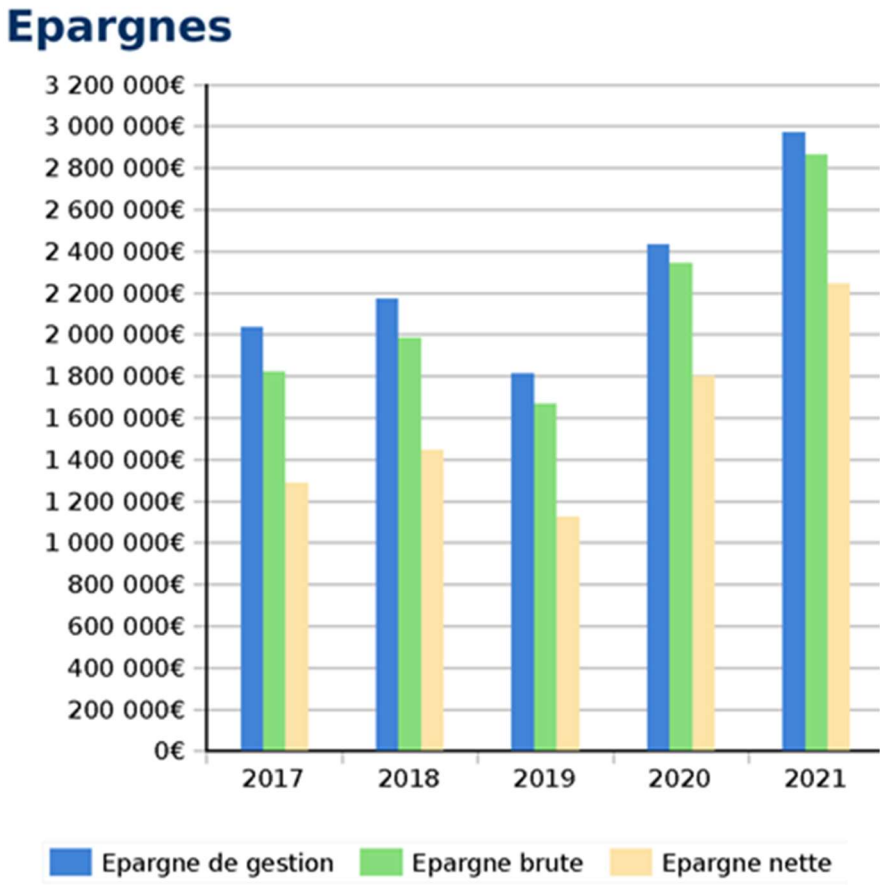
Réalisé 2021 dépenses réelles de fonctionnement	Charges à caractère général chap 011	Charges de personnel et frais assimilés chap 012	Atténuations de produits chap 014	Autres charges de gestion courante chap 65	Intérêts de la dette et charges financières chap 66	Charges exceptionnelles chap 67
11 661 986	2 792 278	8 201 885	10 083	548 990	49 942	58 808



c. L'évolution des soldes financiers[9]

	2017	2018	2019	2020	2021
Epargne de gestion	2 036 278	2 173 784	1 812 079	2 432 169	2 972 193
Epargne brute	1 823 630	1 984 540	1 670 065	2 342 790	2 863 663
Taux d'épargne brute (en %)	13.42 %	14,4 %	11,98 %	16,36 %	19,86 %
Epargne nette	1 289 278	1 447 551	1 130 318	1 800 158	**2 243 337**

La situation financière de la Collectivité est globalement saine, le taux d'épargne brute se situant au-delà de 10%[10]. En 2021, le taux d'épargne brute est à 19,86%.
L'épargne nette représente ainsi l'autofinancement que dégage la Ville pour financer ses investissements.



[9]**Epargne de gestion** = Différence entre les recettes et les dépenses de fonctionnement hors intérêts de la dette.
Epargne brute = Différence entre les recettes et les dépenses de fonctionnement. L'épargne brute représente le socle de la richesse financière.
Epargne nette = Epargne brute ôtée du remboursement du capital de la dette. L'épargne nette permet de mesurer l'équilibre annuel. Une épargne nette négative illustre une santé financière dégradée.
Ce sont des indicateurs permettant d'analyser le niveau de richesse de la collectivité. La part des cessions d'immobilisations est retirée car il s'agit d'une recette exceptionnelle.

[10] Taux d'épargne brute = épargne de gestion (recettes réelles de fonctionnement – dépenses réelles de fonctionnement) / recettes réelles de fonctionnement hors produit des cessions

2. La section d'investissement

a. Les recettes

Les recettes d'investissement demeurent stables entre 2017 et 2021 et cela est notamment dû :

- à la hausse du FCTVA sur les exercices 2019 et 2021 (du fait des dépenses d'investissement réalisées en 2018 et 2019),
- de l'augmentation du produit des amendes de police,
- des subventions perçues pour les travaux d'investissement,
- et du reversement du solde en faveur de la Ville par l'EPFL suite à la finalisation du projet ECRIDOR (770 570 €).

	Rétrospective				
	2017	2018	2019	2020	2021
Sous-total des recettes d'investissement	**1 509 207**	**1 586 793**	**2 680 238**	**1 850 852**	**1 465 848**
Evolution n-1		*5,14%*	*68,91%*	*- 30,94%*	*-20,80%*
Evolution de 2017 à 2021 sans emprunt					*-2,87%*

La Ville a tout de même effectué un emprunt de 1.5M € en 2020 afin d'améliorer sa capacité de financement des travaux d'investissement et notamment des travaux de l'école du Salève.

En 2021, les investissements ont été supportés sans emprunt.
Il est à noter que l'emprunt conclu en 2016 pour le projet de création de la Maison de Santé Pluriprofessionnelle a été renégocié en 2021 et refinancé auprès d'une autre banque. Ce refinancement de prêt a permis un gain de plus de 15 000 € en charges de fonctionnement sur son amortissement à fin 2031.

	Rétrospective				
	2017	2018	2019	2020	2021
Total des recettes réelles d'investissement avec emprunt	**1 509 207**	**1 586 793**	**2 680 238**	**3 350 852**	**2 086 248**
Evolution n-1		*5,14%*	*68,91%*	*25,02%*	*-37,74%*

Le détail des recettes d'investissement se présente donc comme suit de 2017 à 2021 :

	Rétrospective				
	2017	2018	2019	2020	2021
FCTVA (art 10222)	**322 122**	**271 542**	**513 633**	**486 506**	**187 480**
Evolution n-1		*- 15,70%*	*89,15%*	*- 5,28%*	*-61,46%*
Taxe d'urbanisme (art 10223 à 10226)	**236 811**	**345 613**	**218 957**	**169 812**	**198 859**
Evolution n-1		*45,94%*	*- 36,65%*	*- 22,45%*	*17,11%*
Subventions perçues liées au PPI (chap 13)	**539 143**	**626 750**	**931 744**	**647 280**	**797 431**
Evolution n-1		*16,25%*	*48,66%*	*- 30,53%*	*23,20%*
Produit des amendes de police (1342)	**311 973**	**330 320**	**243 084**	**546 094**	**282 078**
Evolution n-1		*5,88%*	*- 26,41%*	*124,65%*	*-48,35%*
Autres immobilisations financières (chap 27)	**82 496**	**0**	**770 570**	**0**	**0**
Evolution n-1		*- 100,00%*		*- 100,00%*	
Autres recettes	**16 663**	**12 568**	**2 250**	**1 160**	
Evolution n-1		*- 24,57%*	*- 82,10%*	*- 48,44%*	
Emprunts en cours	**0**	**0**	**0**	**1 500 000**	***620 400***[11]
Evolution n-1					
Total recettes réelles d'investissement	**1 509 207**	**1 586 793**	**2 680 238**	**3 350 852**	**2 086 248**

[11] Refinancement du prêt contracté en 2016 pour la création de la Maison de Santé Pluriprofessionnelle

b. Les dépenses

Les dépenses d'investissement sont en hausse en 2018 et 2019 avant de faire l'objet d'une parenthèse en 2020 du fait de la crise sanitaire, pour repartir en 2021 ; et les réalisations en travaux et en acquisitions foncières sont les suivantes :

● de 2017 à 2020 :
- Groupe scolaire du Châtelet et cuisine centrale,
- Ecole des Bossonnets,
- Centre de Loisirs Mutualisé,
- Maison des Services au Public,
- Tavaux rue du Martinet,
- Travaux rue de Vernaz,
- Acquisitions Porte de France ;

● et ensuite :
- Requalification du groupe scolaire du Salève,
- Travaux Ecole de Musique,
- Travaux rue des Belosses,
- Plan modes doux,
- Parvis du Collège Jacques Prévert,
- A Tout' Vapeur,
- Acquisitions Feux Follets,
- Financement du Plan Local de l'Habitat rue de Vernaz, rue du Lieutenant Genot, site Ecridor.

	Rétrospective				
	2017	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**
Dépenses d'équipement (art 20, 21, 23 hors 204)	**2 411 145**	**4 456 265**	**4 367 088**	**1 711 891**	**4 782 020**
Evolution n-1		*84,82%*	*- 2,00%*	*- 60,80%*	*179,34%*
Subventions d'équipement (art 204)	**244 651**	**178 611**	**934 279**	**646 263**	**123 588**
Evolution n-1		*- 26,99%*	*423,08%*	*- 30,83%*	*-80,88%*
Sous-total dépenses d'équipement	**2 655 796**	**4 634 876**	**5 301 367**	**2 358 154**	**4 905 609**
Evolution n-1		*74,52%*	*14,38%*	*- 55,52%*	*108,03%*
Remboursement capital de la dette (chap 16 hors 166, 16449 et 1645)	534 352	536 989	539 747	542 632	620 326
Evolution n-1		*0,49%*	*0,51%*	*0,53%*	*14,32%*
Autres investissements hors PPI	83 479	243 591	54 214	58 756	*659 893*
Evolution n-1		*191,80%*	*- 77,74%*	*8,38%*	*1000 ,23%*[12]
Autres immobilisations financières (chap 27)	151 723	12 750	28 035	0	0
Evolution n-1		*- 91,60%*	*119,88%*	*- 100,00%*	*0%*
Total des dépenses réelles d'investissement	**3 425 350**	**5 428 205**	**5 923 362**	**2 959 542**	**6 185 828**
Evolution n-1		*58,47%*	*9,12%*	*- 50,04%*	*109%*

[12] Correspond à 41 037,84 € de rente viagère et 617 500,07 de refinancement du prêt Maison de Santé Pluriprofessionnelle.

Le financement de l'investissement s'est donc réalisé comme suit :

Rappel des dépenses d'équipement :

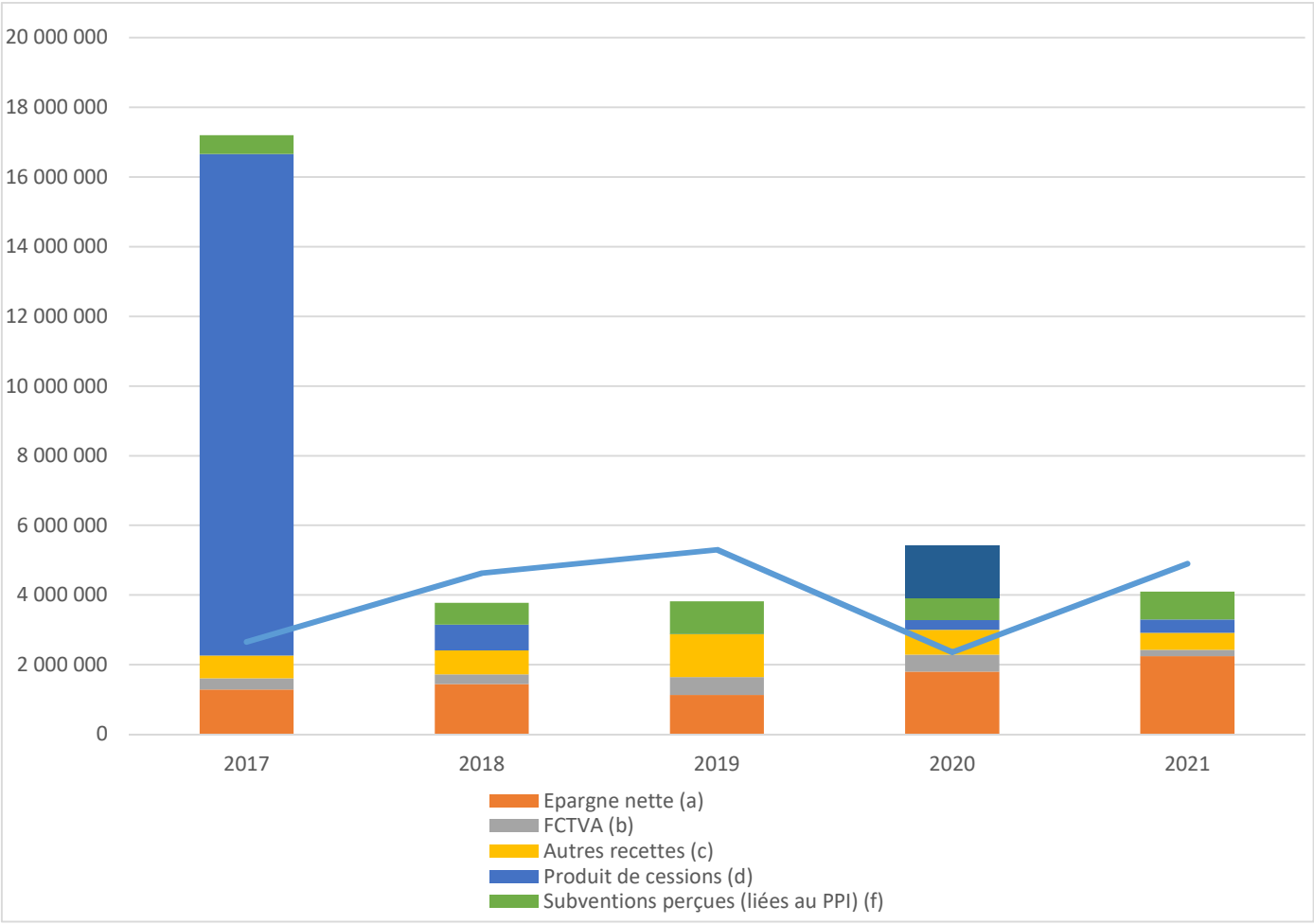
	2017	2018	2019	2020	2021
Sous-total dépenses d'équipement	2 655 796	4 634 876	5 301 367	2 358 154	**4 905 609**

financées comme suit :

	2017	2018	2019	2020	2021
Epargne nette (a)	1 289 231	1 447 463	1 127 326	1 800 158	**2 243 337**
FCTVA (b)	322 122	271 542	513 633	486 506	**187 480**
Autres recettes (c)	647 942	688 501	1 234 861	717 066	**480 937**
Produit de cessions (d)	14 405 170	744 262	5 098	276 600	**390 000**
Ressources financières propres e = (a+b+c+d)	16 759 184	3 239 164	2 939 981	3 301 179	**3 301 754**
Subventions perçues (liées au PPI) (f)	539 143	626 750	931 744	647 280	**797 431**
Emprunts (art 16 hors 166 et 16449) (g)	0	0	0	1 500 000	
Financement total h = (e+f+g)	17 298 327	3 865 914	3 871 725	5 448 459	**4 099 185**

Résultat de l'exercice	14 407 328	-1 025 303	-1 511 891	3 031 549	**-806 424**

<u>Répartition du financement de l'investissement :</u>



c. L'analyse de la dette

Malgré la contractualisation d'un emprunt de 1.5M € en 2020, l'encours de dette de la Ville est en baisse, dans le cadre d'une prospective établie sans emprunt à ce jour, comme suit, d'ici 2026 :

	Encours de dette au 31/12	*Evolution n-1*	Emprunts nouveaux
2017	4 058 615	-10,9 %	0
2018	3 483 990	-14,16 %	0
2019	2 944 243	-15,49 %	0
2020	**3 901 611**	**32,52 %**	**1 500 000**
2021	**3 284 185**	**-15,82 %**	620 400 = refinancement de prêt existant
2022	2 714 678	-17,34 %	0
2023	2 349 311	-13,46 %	0
2024	2 046 270	-12,9 %	0
2025	1 845 897	-9,79 %	0
2026	1 645 523	-10,86 %	0

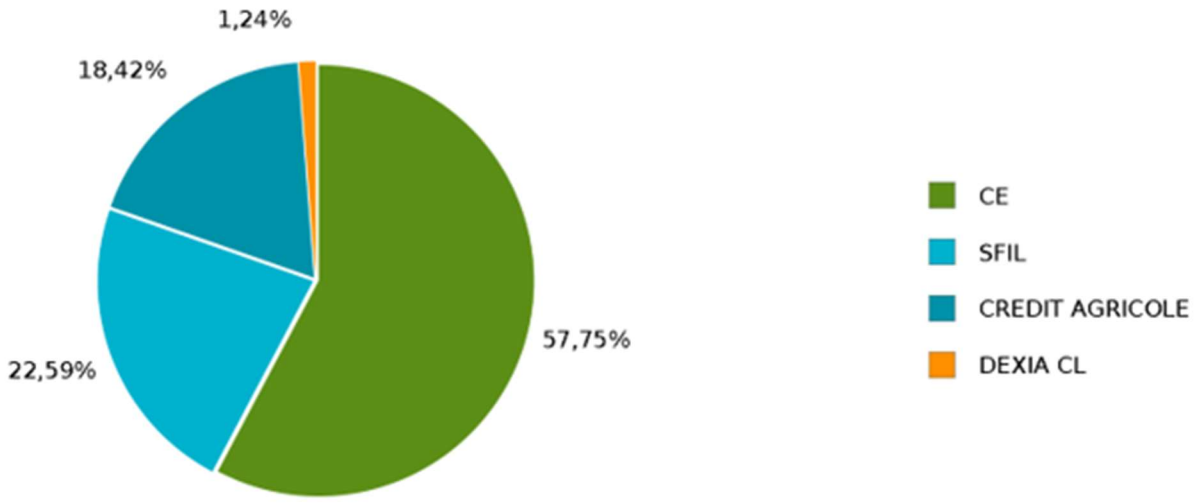
- Structure de la dette :

- répartition par taux :

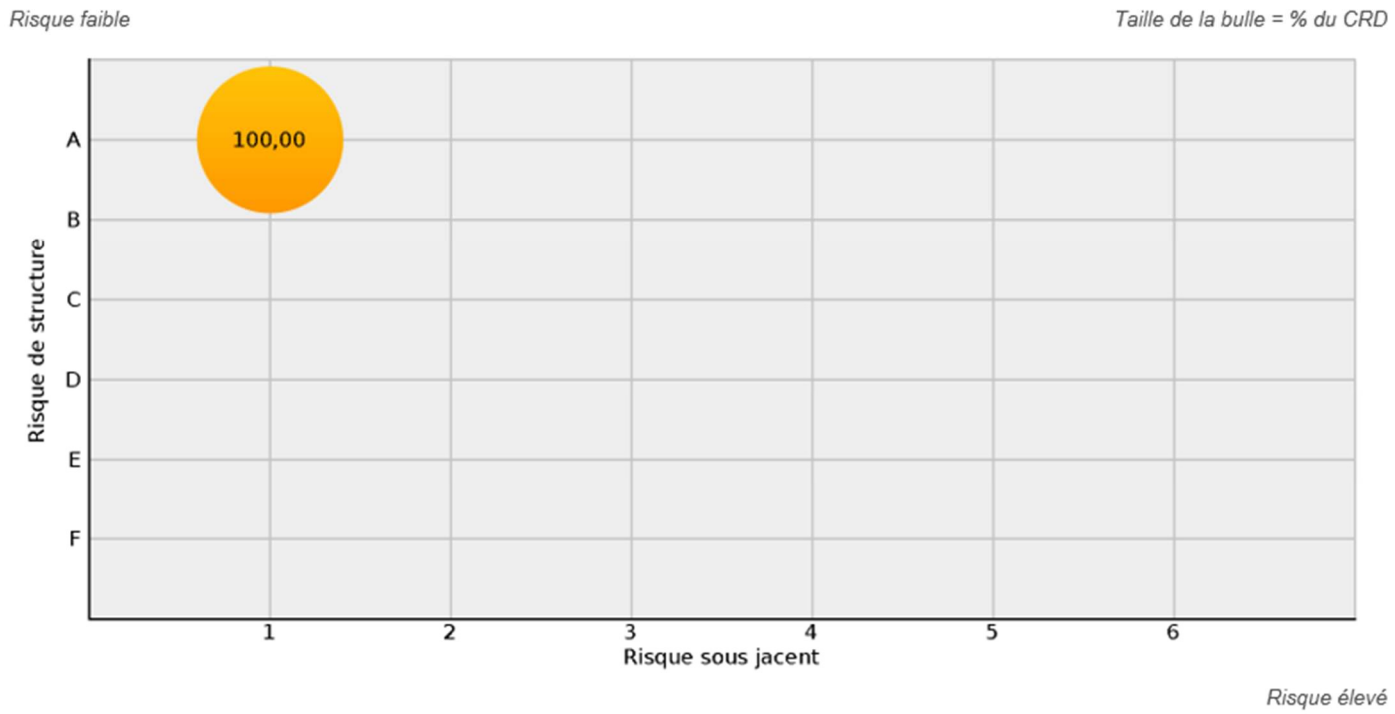
Type	Capital Restant Dû	% d'exposition	Taux moyen (ExEx,Annuel)
Fixe	3 284 184.93 €	100,00 %	1,26 %
Variable	0.00 €	0,00 %	0,00 %
Ensemble des risques	**3 284 184.93 €**	**100,00 %**	**1,26 %**

Suite au refinancement en 2021 du prêt à taux variable, la totalité de la dette de la Ville est à taux fixe, ce qui permet une bonne visibilité et maîtrise de son évolution.

- répartition par prêteur :



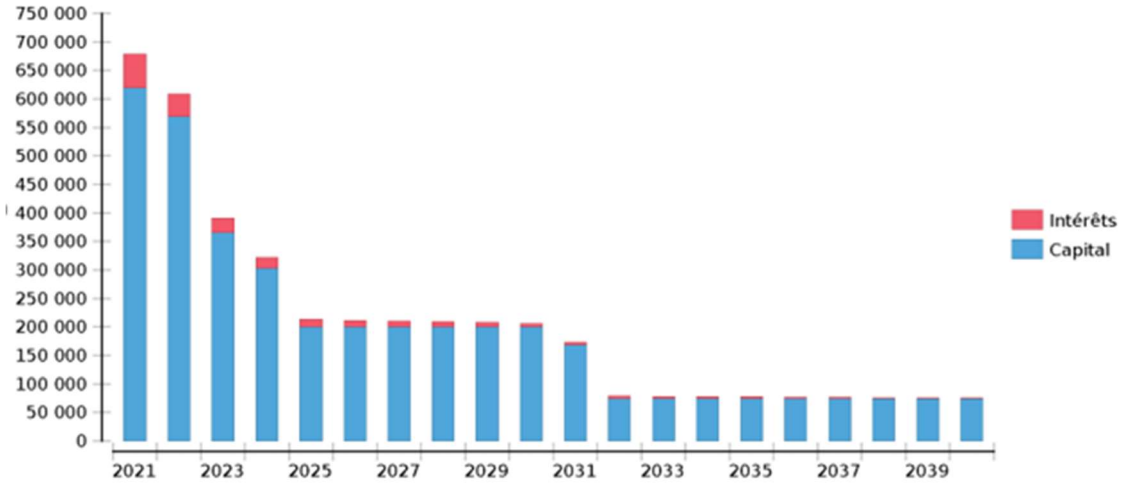
- classification de la dette de la Ville selon la charte de bonne conduite :



- le ratio de désendettement[13] dans un scénario sans emprunt est de 1,1 ans en 2021 et de 1 an en 2026 :

	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Ratio	2,2 ans	1,8 ans	1,8 ans	1,7 ans	1,1 ans	2,8 ans	1,5 ans	1,3 ans	1,1 ans	1 ans

- le profil d'extinction de la dette d'ici 2040 se présente donc comme suit :



[13] Le ratio de désendettement (capacité de désendettement) détermine le nombre d'années nécessaires à la collectivité pour éteindre totalement sa dette par mobilisation et affectation en totalité de son épargne brute annuelle. Il se calcule selon la règle suivante : encours de dette au 31 décembre de l'année budgétaire en cours / épargne brute de l'année en cours.

3. <u>Les résultats prévisionnels du budget principal de la Ville de Gaillard se présentent donc comme suit au 31/12/2021 :</u>

Section de fonctionnement

		Crédits ouverts	Réalisations
Dépenses			
Dépenses réelles		18 598 170,00	**11 661 985,82**
Dépenses d'ordre		1 467 603,44	**1 467 603,44**
	Total	**20 065 773,44**	**13 129 589,26**
Recettes			
Recettes réelles		13 535 556,56	**14 965 106,47**
Recettes d'ordre		78 667,44	78 667,44
Excédent de fonctionnement reporté (002)		**6 451 549,44**	
	Total	**20 065 773,44**	**15 043 773,91**
Résultat de clôture 2021		**8 365 734,09**	
Résultat net exercice 2021		**1 914 184,65**	

Section d'investissement

		Crédits ouverts	Réalisations
Dépenses			
Dépenses d'équipement réelles		20 378 498,27	**6 185 828,97**
Dépenses d'ordre		427 841,61	342 858,97
Reports		1 511 129,39	
Solde d'exercice déficitaire N-1 (001)			
	Total	**22 317 469,27**	**6 528 687,94**
Recettes			
Recettes d'équipement		9 723 874,42	**2 355 248,02**
Reports			
Recettes d'ordre			**1 731 794,97**
Excédent d'investissement reporté (001)		**12 593 594,85**	
	Total	**22 317 469,27**	**4 087 042,99**
Résultat de clôture 2021		**10 151 949,90**	
Résultat net exercice 2021		**-2 441 644,95**	

Résultat global (net) exercice 2021	**1 914 184,65**	**Résultat de clôture exercice 2021**	002	**8 365 734,09**
	-2 441 644,95		001	**10 151 949,90**
	-527 460,30			**18 517 683,99**

REPORTS RECETTES INVESTISSEMENT BP 2022	1 642 718,00
REPORTS DEPENSES INVESTISSEMENT BP 2021	1 283 595,27
BESOIN EN RECETTES INVESTISSEMENT POUR FINANCEMENT REPORTS EN DEPENSES	359 122,73
EXCEDENT D'INVESTISSEMENT REPORTE 001 BP 2022	10 151 949,90

B – La prospective financière pour 2022

Le budget primitif 2022 s'attachera à maintenir l'investissement et la qualité des services publics mis en œuvre pour les Gaillardins, tout en intégrant les contraintes liées au contexte économique et aux orientations définies par le Gouvernement dans le cadre de la Loi de Finances pour 2022.

1. Les recettes de fonctionnement

Après des prévisions extrêmement prudentes aux budgets primitifs 2020 et 2021, afin d'anticiper des pertes de recettes liées à la prolongation de la crise sanitaire et à la réforme de la fiscalité, suite à la suppression de de la taxe d'habitation, les prévisions 2022 sont beaucoup plus optimistes et illustrent une sensible hausse estimées à 1,68%.

	BP 2020	BP 2021	BP 2022
Impôts et taxes (chap 73)	**5 982 718**	**6 194 021**	**6 258 308**
Variation		*3,53%*	*1,04%*
Dotations (chap 74)	**5 917 033**	**5 926 889**	**6 087 015**
Variation		*0,69%*	*2,70%*
Produits des services (chap 70)	**826 834**	**899 150**	**888 400**
Variation		*8,75%*	*-1,20%*
Autres produits de gestion courante (chap 75)	**334 100**	**368 410**	**385 200**
Variation		*0,46%*	*4,6%*
Produits financiers (chap 76)	**2 900**	0	**2 600**
Variation			*100%*
Produits exceptionnels (chap 77 hors 775)	**45 000**	**45 000**	**54 500**
Variation		*0,00%*	*21%*
Atténuation de charges (chap 013)	**100 000**	**150 000**	**135 000**
Variation		*50,00%*	*-10%*
TOTAL	**13 208 585**	**13 583 470**	**13 801 023**
Variation		*3,07%*	*1,68%*

a. La fiscalité

Le produit des contributions directes, sans prévision de hausse des taux en 2022 par la Collectivité, tout en prenant en compte une revalorisation des bases de +3,4%, devrait ainsi se porter à 4 983 200 €.

Pour ce qu'il en est des droits de mutation, même si leur montant est en constante hausse depuis 2017, il est prudent de prévoir une recette à hauteur de 470 000 €, prenant notamment en compte une potentielle baisse de produit du fait de le l'augmentation des taux pratiqués pour les prêts immobiliers[14].

L'attribution de compensation de Annemasse Agglo est estimée à 542 552 €, comme en 2021.

[14] En 2021 le produit perçu issu des droits de mutations s'est porté à 727 102 €, ce produit relève de droits de mutations perçus au titre de mutations en 2021 et d'un glissement de recettes de mutations opérées en 2020 sur l'année 2021.

b. Les dotations

Un nouvel écrêtement d'environ 50 000 € sur la Dotation Globale de Fonctionnement (DGF) est à prévoir, elle est estimée à 544 561 € (contre 594 561 € en 2021).

Du fait de la baisse de la population INSEE, 10 179 habitants au 1er janvier 2022[15] (suite au recensement de 2019) et par conséquent, d'un potentiel recul de la Ville dans le rang des collectivités éligibles à la Dotation de Solidarité Urbaine (DSU) en 2022, il est prévu une baisse de 50% de dotation, estimée à 53 167 €, avant une sortie présumée en 2023.

Les participations et subventionnements courants des services se maintiennent et sont estimés à 1 062 857 €.
La facturation à Annemasse Agglomération de l'usage de l'Ecole de Musique dans le cadre du transfert de la compétence musicale est incluse et prévue à 51 016 €, comme la participation de la commune d'Etrembières aux charges de fonctionnement du Centre de Loisirs.

Quant aux FRG 2022, ils sont prévus à hauteur de 4 150 000 €. (En 2021, la Ville a perçu 4 333 353 € au titre de FRG).

La baisse des dotations est ainsi amortie, pour le moment, par les FRG dans la prévision budgétaire 2022.

c. les autres recettes de fonctionnement

Les autres recettes de fonctionnement : produits des services et de gestion courantes sont prévues à hauteur de 1 273 600 €.

2. Les dépenses de fonctionnement

La gestion des crédits inscrits en dépenses pour assurer le fonctionnement des services, sous forme de charges à caractère général, ainsi que pour la rémunération des agents constituent les deux postes principaux du budget de fonctionnement.

En 2022, les prévisions en dépenses de fonctionnement se maintiennent et demeurent contenues à 12 810 648 €.

	BP 2020	BP 2021	BP 2022
Charges à caractère général (chap 011)	**3 451 457**	**3 588 312**	**3 480 948**
Variation		*3,61%*	*-2,99%*
Charges de personnel et frais assimilés (chap 012)	**8 455 868**	**8 565 286**	**8 378 000**
Variation		*1,29%*	
Atténuation de produit (chap 014)	**5 090**	**10 083**	
Variation		*- 100,00%*	
Autres charges de gestion courante (chap 65)	**773 159**	**577 674**	**891 640**
Variation		*- 31,24%*	
Intérêts de la dette (art 66111)	**69 824**	**60 004**	**40 000**
Variation			
Intérêts courus non échus – ICNE (art 66112)	- 11 917	- 12 581	-9 970 ,58
Variation		*5,57%*	
Autres charges financières (autres articles chap 66)	**2 000**	**4 900**	
Variation		*145,00%*	
Charges exceptionnelles (chap 67)	**105 784**	**58 831**	**30 030**
Variation		*- 67,39%*	
TOTAL	**12 851 266**	**12 852 510**	**12 810 648**
Variation		*- 0,00%*	*-0,33%*

[15] Population totale / INSEE : Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques

a. Les charges à caractère général et autres dépenses

Les prévisions en dépenses pour les charges à caractère général enregistrent une baisse de 2,99 % par rapport au budgété 2021, ce qui illustre l'effort de gestion mis en œuvre par la Collectivité, tout en intégrant l'augmentation du prix de l'énergie, l'inflation et les dépenses inhérentes au respect des règles sanitaires dans le cadre de la lutte contre la COVID-19.

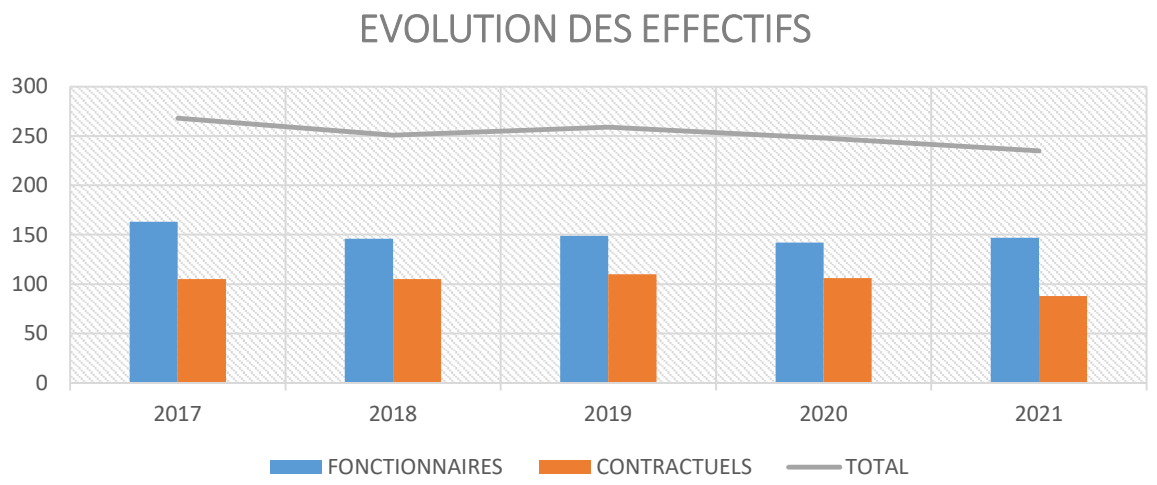
b. Les orientations en matière de gestion des ressources humaines

La collectivité poursuit son effort de maîtrise de la masse salariale en limitant les recrutements, en redéployant les effectifs via des mobilités internes, en retravaillant les organisations, en mettant en oeuvre des dispositifs d'accompagnement au retour ou au maintien à l'emploi.
L'objectif est la pérennisation des emplois actuels avec notamment la stagiairisation d'emplois déjà présents dans l'effectif et le remplacement des départs en retraite (ou par voie de mutation) par des recrutements sur des postes stratégiques et qualifiés. Cependant, le déploiement de ces orientations est complexifié par un marché du travail tendu, compte tenu de la proximité de la Suisse et de la crise sanitaire 2020-2021 mais également par les difficultés de recrutement qui s'étendent à toute la Fonction Publique.
De plus, doivent être pris en compte un certain nombre de facteurs de variation tant externes qu'internes :

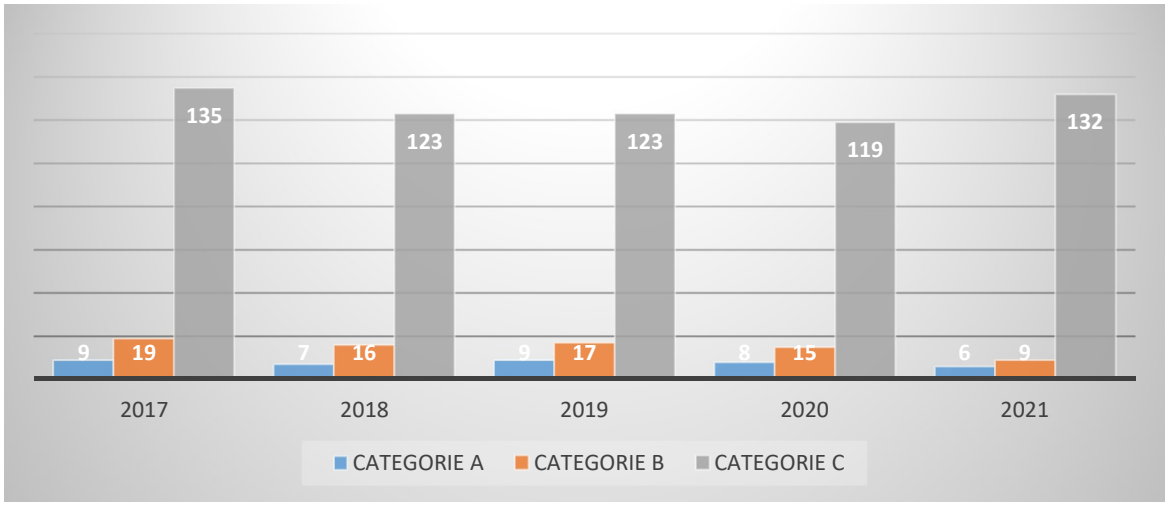
- le Glissement Vieillesse et Technicité (GVT), :
- la hausse du SMIC au 01/10/2021 et au 01/01/2022,
- la revalorisation des grilles indiciaires de la catégorie C au 01/01/2022 : Pour 2022, dans le cadre des négociations salariales, le gouvernement maintient le gel de la valeur du point de la fonction publique mais attribue des points d'indice supplémentaires pour les différents grades de la catégorie C,
- la revalorisation du cadre d'emplois des auxiliaires de puériculture au 01/01/2022 (passage en catégorie B) : l'application des accords dits du « Ségur de la santé » revalorise les grades de la filière médico-sociale. L'ensemble de ces mesures de revalorisation indiciaire impacte de fait la masse salariale,
- les effets de la prime de précarité mise en place au 01/01/2021,
- l'instauration d'une nouvelle cotisation obligatoire CNFPT au titre de la participation à l'apprentissage,
- l'instauration d'une indemnité inflation,
- les élections présidentielles et législatives (4 tours de scrutin).

Il est à noter que les charges patronales restent stables (hors taux accident de travail applicable aux rémunérations des contractuels en augmentation au 01/10/2022) ; aucune augmentation des taux des prélèvements obligatoires n'est prévue pour 2022.
Toutefois, tous les éléments générant des augmentations salariales induisent, de fait, une augmentation des charges patronales (SMIC, revalorisation grilles indiciaires, etc..).

<u>Les effectifs de 2017 à 2021</u>

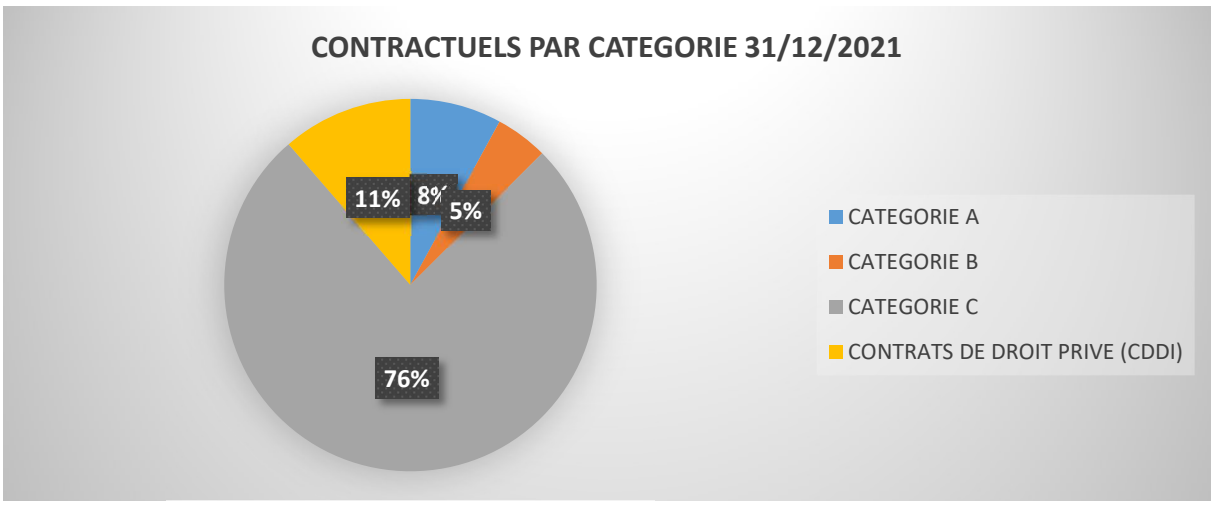


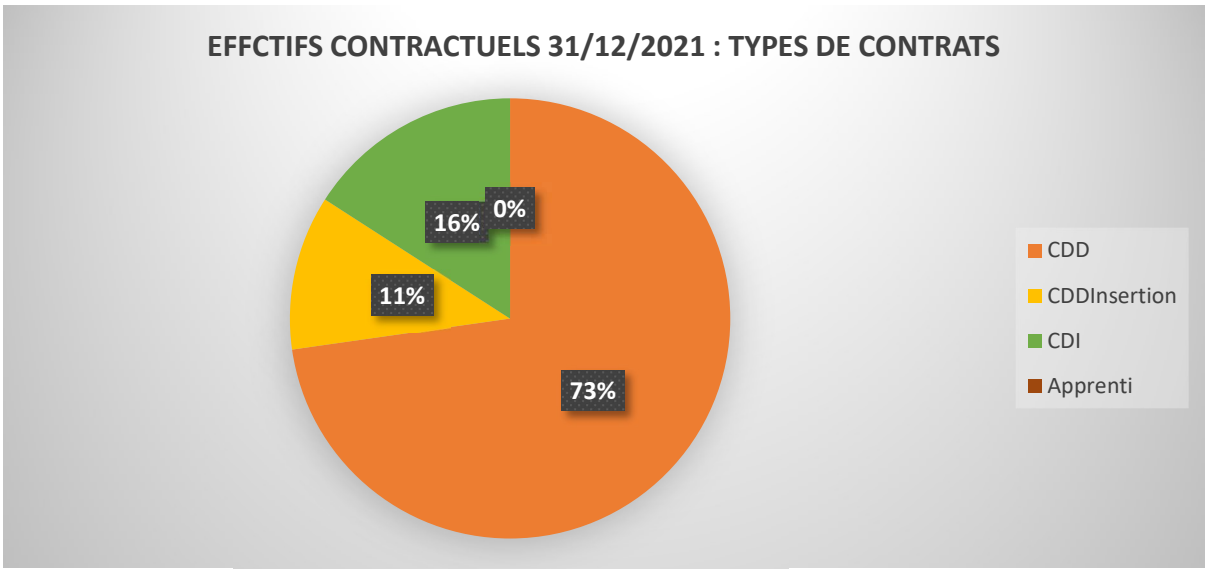
L'évolution des effectifs de fonctionnaires par catégorie

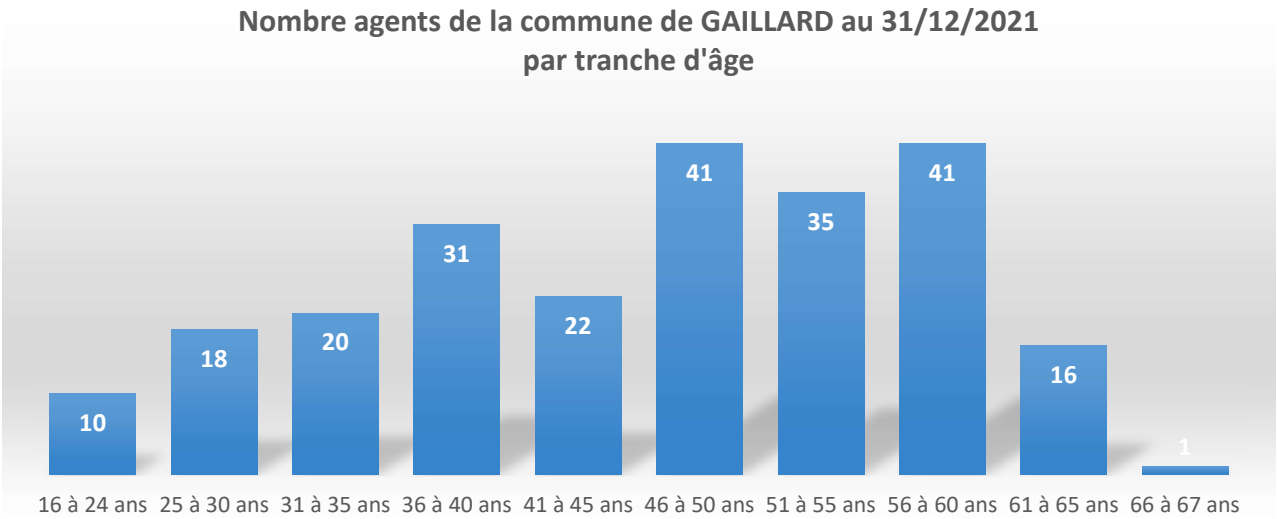


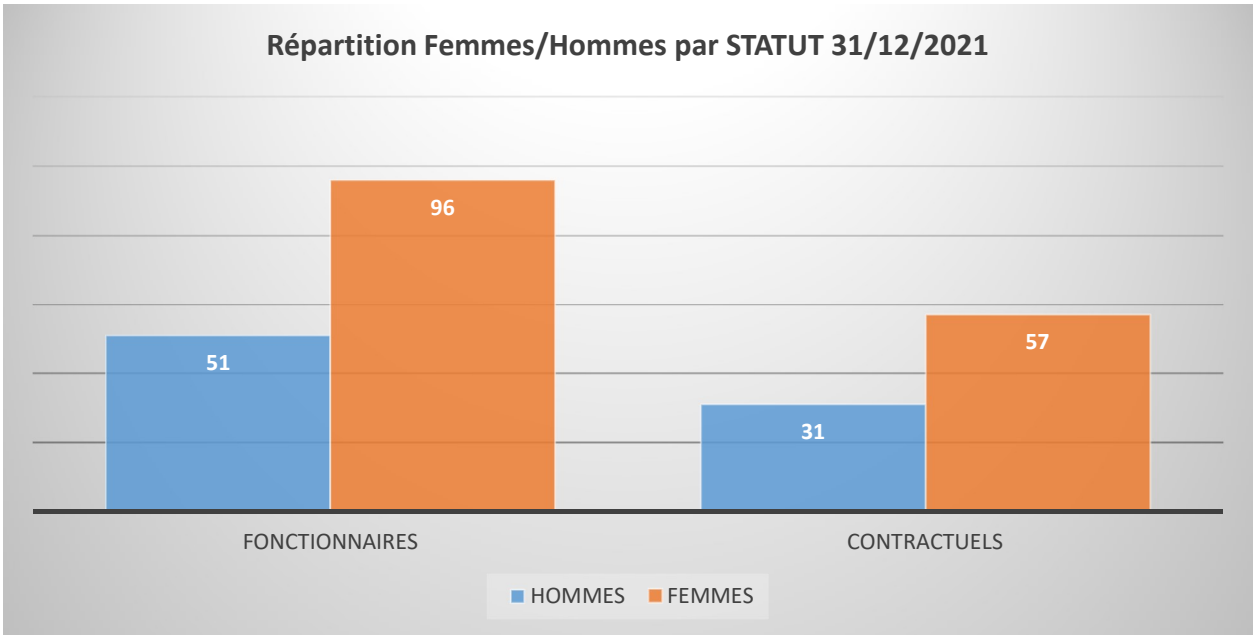
Il est constatable que la catégorie C est largement majoritaire.

Les effectifs au 31/12/2021









La Gestion prévisionnelle des emplois, des effectifs et des compétences (GPEEC)

Celle-ci se caractérise par une grande diversité d'outils au sein de la Commune de Gaillard pour gérer la GPEEC attentivement : ***pyramide des âges, fiches de poste, tableau des emplois, règlement intérieur, plan de formation, intégration de critères d'évaluation axés sur les compétences comportementales et les valeurs et principes de fonctionnement retenus au sein de la collectivité dans le guide des entretiens annuels d'évaluation, régime indemnitaire (RIFSEEP).***
Plus qu'une question d'outils, la Gestion Prévisionnelle des Emplois, des Effectifs, des Compétences (GPEEC) repose avant tout sur une volonté d'anticiper et de se préparer aux changements. C'est une démarche initiée pour faire évoluer les organisations avec leurs acteurs. La GPEEC doit s'articuler avec le projet politique de la collectivité. Une politique de gestion des ressources humaines se déduit toujours de la stratégie souhaitée par les élus pour développer les services à destination des administrés.

Au-delà des éléments basiques de la définition même de la GPEEC, **l'objectif stratégique et structurel est de contribuer à insuffler une culture de gestion prévisionnelle des effectifs et des compétences aux encadrants et de réduire la masse salariale à l'échelle du mandat**.

En effet, le contexte territorial incite à aller vers des dispositifs d'anticipation et de prospectives : **contraintes budgétaires, baisse des dotations, incertitudes quant à la dotation franco-genevoise, nombreuses modifications législatives et réglementaires en matière de FPT, accélération des évolutions technologiques, développement de nouveaux métiers, accroissement des besoins et des exigences du public, recomposition de la carte territoriale, départs à la retraite dans les années à venir, vieillissement des agents…**

Trois types de facteurs justifient donc une démarche de gestion prévisionnelle dans la collectivité :

- **Les mutations structurelles** : besoins nouveaux d'expertise et de pilotage ; évolutions d'organisation et de gestion *(protection des données, numérisation, mutualisation, internalisation ou externalisation de certaines prestations…) ;*
- **Des évolutions conjoncturelles** : Transformation de la structure des effectifs - Réformes et mesures faisant apparaître des besoins d'évolution des qualifications et des compétences individuelles et collectives ; contraintes budgétaires en regard du poids et de la progression inéluctable de la masse salariale ***;***
- **Des problématiques de ressources humaines en tant que telles** : Pénibilité au travail, risques psycho-sociaux accrus dans le cadre des conduites au changement, allongement des carrières, diminution des recrutements externes, démographie des effectifs et gestion des départs en retraite***.***

Le travail sur la gestion prévisionnelle des effectifs engagé -visant l'institution d'un dialogue de gestion entre la direction générale des services, les directions et la direction des Ressources Humaines- permet d'anticiper les besoins futurs liés à des départs à la retraite ou à des compétences nouvelles.

La durée effective du travail

Les obligations de service annuelles pour un agent de la collectivité à temps complet sont de 1 607 heures à effectuer, conformément au décret n° 2001-623 du 12/07/2001 et de la loi du 06/08/2019.
Le télétravail :
En date du 14 décembre 2020, après avis du Comité Technique, le Conseil Municipal de la commune de GAILLARD a posé les principes du cadrage des autorisations du télétravail pour les agents communaux et ce à compter du 01er janvier 2021.

Les évolutions en dépenses et recettes de personnel

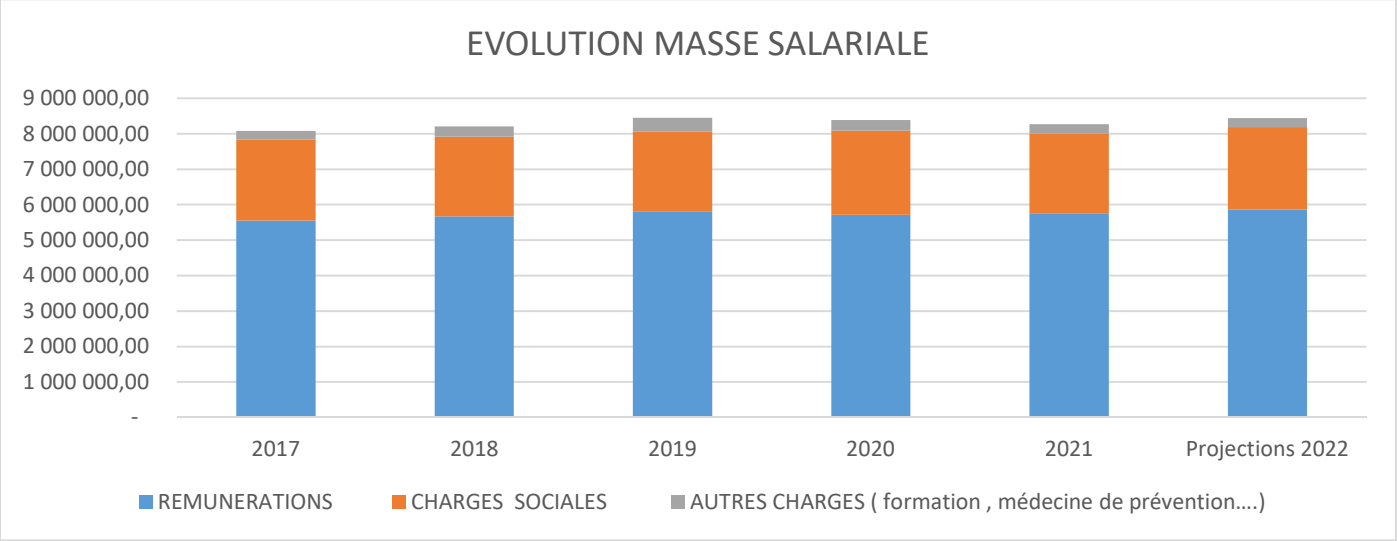
		2017	2018	2019	2020	2021	Projections 2022
DEPENSES	Personnels extérieurs (fin des APE)	66 084,06	20 045,85	4 215,75	-	-	-
	Personnel affecté par la collectivité de rattachement coordo. prévention sécurité Mairie - Agglo	7 424,00	-	-	-	-	
	Titulaires + stagiaires	2 909 077,83	2 977 400,56	2 880 461,24	2 974 503,94	3 110 860,05	3 150 000,00
	Contractuels	1 405 301,55	1 421 869,79	1 699 535,82	1 592 863,02	1 359 901,31	1 450 000,00
	Apprentis	26 896,64	39 367,73	22 412,28	5 666,72	4 801,03	-
	Indemnités, NBI et SFT	1 017 925,02	1 085 443,97	1 087 044,89	1 029 484,27	1 137 494,27	1 138 000,00
	Autres emplois d'insertion (Jardin d'insertion)	117 461,64	129 322,38	121 291,82	111 188,11	125 989,43	126 000,00
	Rémunérations total	**5 550 170,74**	**5 673 450,28**	**5 814 961,80**	**5 713 706,06**	**5 739 046,09**	**5 864 000,00**
	URSSAF	917 932,69	909 387,16	976 324,15	953 997,06	916 777,93	930 000,00
	Caisses de retraite	1 029 697,71	1 044 812,70	942 515,01	1 102 638,15	1 062 497,38	1 100 000,00
	ASSEDIC	92 714,50	72 391,44	72 771,25	67 966,70	58 816,82	62 000,00
	Assurance du personnel (imputé pour partie en 011)	40 827,79	42 277,24	50 556,05	49 835,40	160 456,27	171 000,00
	Assurances multirisques	103 798,16	122 108,24	153 045,95	141 730,85	-	
	sous-total assurance	144 625,95	164 385,48	203 602,00	191 566,25	160 456,27	171 000,00
	Fonds compensation SFT	-	-	336,00	-	-	
	Cotisation apprentissage						
	Cotisations aux organismes sociaux	104 581,26	55 801,00	55 297,50	63 476,36	60 851,12	63 000,00
	Charges de sécurité sociale et prévoyance total	**2 289 552,11**	**2 246 777,78**	**2 250 845,91**	**2 379 644,52**	**2 259 399,52**	**2 326 000,00**
	Formation et frais de déplacement, missions	57 438,06	32 796,83	50 797,18	45 342,58	26 790,61	33 500,00
	Indemnités au comptable et régisseurs	4 192,95	4 503,84	4 705,94	249,18	119,18	
	Versement transport Cotisations CNFPT,CDG, FNAL, FIPHFP	176 632,57	180 207,41	185 089,74	175 366,69	181 286,68	182 000,00
	Médecine préventive + visite médicale d'embauche	4 790,75	3 433,72	4 451,75	3 440,24	3 315,75	4 000,00
	Charges exceptionnelles	-	-	-	1 600,00	18 836,75	2 000,00
	Frais d'actes et de contentieux	-	-	-	*6 225,00*	*2 525,40*	*3 000,00*
	Contrats de prestations de services intérim / avocat	-	67 151,76	133 841,76	58 826,31	39 533,63	25 000,00

	Annonces et insertions	1 260,00	-	7 656,00	348,00	2 340,00	-
	Autres fournitures non stockées					182,52	500,00
	Fêtes et cérémonies					352,42	500,00
	Frais de déménagement						1 000,00
	total	**244 314,33**	**288 093,56**	**386 542,37**	**291 398,00**	**275 282,94**	**251 500,00**
	TOTAL CHARGES	**8 084 037,18**	**8 208 321,62**	**8 452 350,08**	**8 384 748,58**	**8 273 728,55**	**8 441 500,00**

			2017	2018	2019	2020	2021	Projections 2022
RECETTES	**REMBOURSEMENTS SUR REMUNERATION ET CHARGES**	sur rémunération	143 995,15	124 757,43	71 334,68	208 802,14	124 236,47	135 000,00
		sur charges de sécurité sociale						
		TOTAL RECETTES	**143 995,15**	**124 757,43**	**71 334,68**	**208 802,14**	**124 236,47**	**135 000,00**

Le récapitulatif des dépenses et l'évolution de la masse salariale

	2017	2018	2019	2020	2021	Projections 2022
REMUNERATIONS	**5 550 170,74**	**5 673 450,28**	**5 814 961,80**	**5 713 706,06**	**5 739 046,09**	**5 864 000,00**
CHARGES SOCIALES	**2 289 552,11**	**2 246 777,78**	**2 250 845,91**	**2 379 644,52**	**2 259 399,52**	**2 326 000,00**
AUTRES CHARGES (formation , médecine de prévention….)	**244 314,33**	**288 093,56**	**386 542,37**	**291 398,00**	**275 282,94**	**251 500,00**
	8 084 037,18	*8 208 321,62*	*8 452 350,08*	*8 384 748,58*	*8 273 728,55*	*8 441 500,00*



Les autres dépenses ayant trait aux charges de personnel

	2017	2018	2019	2020	2021	Projections 2022
Autres charges de gestion courantes	*199 585,71*	*191 987,93*	*197 129,88*	*201 983,21*	*215 931,21*	*223 355,00*
Charges exceptionnelles	*7 360,17*	*9 018,45*	*10 000,00*	*29 878,99*	*2 080,68*	*4 000,00*
total	**206 945,88**	**201 006,38**	**207 129,88**	**231 862,20**	**220 032,89**	**227 355,00**

et total général

	2017	2018	2019	2020	2021	Projections 2022
total général	8 290 983,06	8 409 328,00	8 659 479,96	8 616 610,78	8 493 761,44	8 668 855,00

c. Les autres dépenses de fonctionnement

Les autres charges de gestion courante (chapitre 65) sont exceptionnellement prévues à la hausse en 2022, notamment du fait du versement de la quote-part à Annemasse Agglomération d'une partie de la recette perçue en 2017 suite au reclassement des voiries départementales. Ce versement se porte à 276 480 €.

La Collectivité maintient un montant de subventionnement aux associations à environ 163 000 € et les contributions de la Ville pour les services communs ou organismes de regroupement demeurent stables, il en va de même pour les prévisions d'admissions en non-valeur.

Les intérêts de la dette sont en baisse, à hauteur de 40 000 €.

Enfin, les charges exceptionnelles (chapitre 67), sont prévues à hauteur de 30 030 €[16].

3. L'investissement

a. Les recettes d'investissement en 2022

Les recettes d'investissement qui permettront de financer les travaux et équipement 2022 se déclinent comme suit :

- FCTVA : 430 000 € recette en hausse du fait de la reprise des dépenses d'investissement en 2021,
- les subventions obtenues, se portant à 1 642 718 € (reports compris),
- la taxe d'aménagement budgétée pour 150 000 €,
- le produit des amendes de police prévu pour 210 000 €,
- la cession du terrain Decroux, pour un montant de 1 400 000 €,
- l'excédent d'investissement reporté (au 31/12/2021) se portant à 10 151 949,90 €.

	BP 2021	BP 2022
FCTVA (art 10222)	185 000	430 000
Taxe d'urbanisme (art 10223 à 10226)	150 000	150 000
Subventions perçues liées au PPI (chap 13)	1 242 500	1 642 718
Produit des amendes de police (1342)	210 000	210 000
Autres immobilisations financières (chap 27) / Produit des cessions (024)	299 500	1 400 000
Autres recettes	1 000	
Emprunts	0	0
TOTAL	2 088 000	3 832 718

Pour 2022, les investissements seront donc financés sans emprunt.

[16] Dont près de 11 000 e de remises gracieuse de loyers et charges en faveur de la Maison de Santé Pluriprofessionnelle.

b. Les dépenses d'investissement et d'équipement en 2022

Les dépenses pour les travaux à mener et les équipements divers se portent à 11 687 194 € (crédits nouveaux et reports compris).

Le montant des crédits finançant les travaux est estimé à 10 621 776 € et le montant pour les équipements des services et renouvellement de matériel est prévu pour 1 065 417 €.

Les principaux postes de dépenses (reports de 2020 sur 2021 compris) sont les suivants :

- Ecole du Salève : 3 954 776 €,
- Mise en conformité de l'accessibilité des bâtiments publics et accessibilité Personnes à Mobilité Réduite (PMR) : 318 022 €,
- Amélioration énergétique des bâtiments communaux : 135 000 €,
- Mise en conformité réseau d'assainissement et d'eaux pluviales tous sites : 20 000 €,
- Ecole du Châtelet – aménagement du pôle administratif – usage classes dédoublées : 110 000 €,
- Double vitrages logements école des Voirons : 50 000 €,
- Rénovation chaufferie groupe scolaire des Voirons : 175 200 €,
- Participation envers l'Agglo aux travaux du Tramway Rue de Genève, Rue de Vallard, Place Porte de France et Esplanade Irène Gubier : 510 000 €,
- Travaux sur le réseau de distribution d'électricité et de l'éclairage public dans le cadre des travaux du Tramway Esplanade Irène Gubier – Porte de France – Rue de Vallard – Syndicat des énergies et de l'aménagement numérique (SYANE) : 188 432 €,
- Requalification des rues :
    - Rue des Belosses : 356 757 €,
    - Rue des Rosiers – A. Briand : 20 000 €,
    - Cours de la république : 20 000 €,
    - Rue des Vignes et du 18 août : 306 010 €,
    - Rue du Transval : 600 000 €,
- Stratégie lumière, diagnostic énergétique et photométrique – SYANE : 171 879 €,
- Plan mode doux : 150 000 €,
- Aménagement du trottoir Rue de Genève – Rue Desbiolles suite au projet Ecridor : 300 000 €,
- Parvis du collège Jacques Prévert : 1 081 031 €,
- Travaux électrification du Parvis du collège Jacques Prévert et co-maîtrise d'ouvrage – SYANE : 54 905 €,
- Acquisition du local de la Caisse d'Epargne et travaux afférents : 765 000 €,
- Acquisitions foncières aux Feux Follets : 1 000 000 €.

Et en prospective d'ici 2026, les dépenses d'investissement se dérouleraient comme suit :

	Rétroprospective	Prospective				
	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Dépenses d'équipement (art 20, 21, 23 hors 204)	4 782 020	11 522 606	4 970 163	2 543 000	3 063 000	1 763 000
Subventions d'équipement (art 204)	123 589	116 588	37 000	37 000	37 000	37 000
Sous-total dépenses d'équipement	**4 905 609**	**11 639 194**	**5 007 163**	**2 580 000**	**3 100 000**	**1 800 000**
Remboursement capital de la dette (chap 16 hors 166, 16449 et 1645)	620 326	570 000	366 000	303 100	200 400	200 400
Autres investissements hors PPI	659 893	48 000	0	0	0	0
Autres immobilisations financières (chap 27)	0	0	0	0	0	0
Capacité d'investissement résiduelle	0	0	0	0	0	0
Total des dépenses réelles d'investissement	**6 185 828**	**12 257 194**	**5 373 163**	**2 883 100**	**3 300 400**	**2 000 400**

c. Le Plan Pluriannuel d'Investissement et son financement d'ici à 2026

Les dépenses prévues au PPI (voir le détail des opérations joint en annexe)

Libellé	Total	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
1. BATIMENTS PUBLICS	9 819 312	615 971	2 318 277	4 948 234	1 936 830	0	0	0
2. VOIRIE COMMUNALE AGGLO TRAM ET SYANE	1 669 076	87 500	19 697	681 879	430 000	150 000	150 000	150 000
2. VOIRIE MO COMMUNALE 2315	5 324 158	64 438	399 343	1 773 377	1 087 000	900 000	950 000	150 000
3. ESPACES PUBLICS (AGGLO SYANE - 204)	496 248	496 248	0	0	0	0	0	0
3. ESPACES PUBLICS MO COMMUNALE	2 823 303	103 380	782 700	1 353 890	53 333	30 000	500 000	0
4. REDYNAMISATION MOËLLESULLAZ ACQ. FONCIERES	765 000	0	0	765 000	0	0	0	0
4. REDYNAMISATION MOËLLESULLAZ TRAVAUX MO COMMUNALE	268 062	21 806	193 734	52 522	0	0	0	0
5. ACQ. FONCIERES FEUX FOLLETS ET CONSIGNATIONS	6 207 632	509 058	698 574	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000
5. LOGEMENT VIABILISATION DE TERRAIN	0	0	0	0	0	0	0	
5. PLH CARRE CHARLEMAGNE R VERNAZ SITE ECRIDOR	72 250	0	67 375	4 875	0	0	0	0
5. RENTE VIAGERE DECROUX	122 904	39 867	41 037	42 000	0	0	0	0
6. INVEST REC. PARTICIPATION TRAVX COPRO LE SALEVE 20422	26 000	26 000	0	0	0	0	0	0
7. INVEST REC. PARTICIPATION TRANSFERT ZAE AGGLO 204	110 030	36 515	36 515	37 000	0	0	0	0
7. INVESTISSEMENTS EQUIPEMENTS HORS 204	3 835 290	416 125	390 748	1 028 417	500 000	500 000	500 000	500 000
Total dépenses programme	**31 539 265**	**2 416 908**	**4 948 000**	**11 687 194**	**5 007 163**	**2 580 000**	**3 100 000**	**1 800 000**
Total recettes programme CHAP 13 SUBV ET FCTVA ART 10222	**7 185 414**	**1 133 785**	**984 911**	**2 072 718**	**1 200 000**	**800 000**	**454 000**	**540 000**
Coût annuel	**24 353 851**	**1 283 123**	**3 963 089**	**9 614 476**	**3 807 163**	**1 780 000**	**2 646 000**	**1 260 000**

Le détail des opérations du PPI :

Libellé	Total	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
1. BATIMENTS PUBLICS	9 819 312	615 971	2 318 277	4 948 234	1 936 830	0	0	0
MAISON DES SERV PUB OPE 112	78 751	49 856	0	28 895	0	0	0	0
CDL MUTUALISE OPE 151 AP201703	60 824	1 140	0	59 684	0	0	0	0
MAISON DE QUARTIER SECTEUR JEUNES OPE 159	1 783	1 783	0	0	0	0	0	0
ECOLE DU SALEVE OPE 167 AP201901	7 511 529	286 769	1 974 991	3 954 777	1 294 992	0	0	0
ECOLE BOSSONNETS OPE 150 AP 2017 02	1 791	0	0	1 791	0	0	0	0
ECOLE CHATELET OPE145	105 181	56 448	3 327	45 406	0	0	0	0
PM EXTSION VESTIAIRES GARAGES OPE 148	0	0	0	0	0	0	0	0
MISE EN CONF ACCES BAT ET PMR OPE 174	619 860	0	0	318 022	301 838	0	0	0
MISE EN CFORMITE RESEAUX ASS EAUX PLUV OPE 176	100 000	0	0	20 000	80 000	0	0	0
AMELIORATION ENERGETIQUE BAT OPE108	315 000	0	0	135 000	180 000	0	0	0
STOCKAGE DES ASSO ET ASSO SPELEO OPE 160	56 804	51 015	5 789	0	0	0	0	0
ECOLE DE MUSIQUE OPE 85 APCP202001	381 720	25 129	330 799	25 792	0	0	0	0
MAISON DES ASSIST MAT	50 000	0	0	0	50 000	0	0	0
ANCIEN CDL ET PARKING OPE 100	170 869	143 831	3 371	23 667	0	0	0	0
FERMETURE ESCALIER ELS OPE178	30 000	0	0	0	30 000	0	0	0
TRAVX AMENAGEMT POLE ADMINISTRATIF CLASSES DEDOUBLEES OPE 177	110 000	0	0	110 000	0	0	0	0
RENOVATION CHAUFFERIE GS VOIRONS OPE 180	175 200	0	0	175 200	0	0	0	0
DOUBLES VITRAGES LOGEMTS ECOLE VOIRONS OPE 179	50 000	0	0	50 000	0	0	0	0
Dépenses	**9 819 312**	**615 971**	**2 318 277**	**4 948 234**	**1 936 830**	**0**	**0**	**0**
MAIRIE ETREMBIERES CDL OPE 151	12 985	12 985	0	0	0	0	0	0
PREFECTURE ECOLE BOSSONNETS OPE 150	24 600	24 600	0	0	0	0	0	0
CAF PERISCO ECOLE SALEVE OPE 167	48 000	0	48 000	0	0	0	0	0
CD 74 ECOLE ET CUISINE CENTRALE CHATELET OPE 145	72 000	72 000	0	0	0	0	0	0
CD 74 ECOLE DE MUSIQUE OPE 85	60 809	24 324	36 485	0	0	0	0	0
DIVERS PPI 19 02 2020	800 000	0	0	0	200 000	200 000	200 000	200 000
CAF TRSFERT RAM VERS MSP OPE 112	52 651	52 651	0	0	0	0	0	0
REGION ACCESSIBILITE PMR OPE 174	100 000	0	0	100 000	0	0	0	0
CD74 ECOLE DU SALEVE OPE 167	182 600	0	73 040	109 560	0	0	0	0
PREFECTURE DETR ECOLE DU SALEVE OPE 167	342 754	0	102 826	239 928	0	0	0	0
AGENCE DE L'EAU ECOLE SALEVE OPE 167	241 302	0	120 651	120 651	0	0	0	0
PREF DETR ACCESSIBILITE PMR OPE 174	81 829	0	0	81 829	0	0	0	0
Total recettes	**2 019 530**	**186 560**	**381 002**	**651 968**	**200 000**	**200 000**	**200 000**	**200 000**
2. VOIRIE COMMUNALE AGGLO TRAM 204 PUIS 2315 ET SYANE 21534	1 669 076	87 500	19 697	681 879	430 000	150 000	150 000	150 000

RUE DE VERNAZ SYANE OPE 28	73 490	73 490	0	0	0	0	0	0
STRATEGIE LUMIERE DIAG ENERG PHOTO SYANE OPE 164BIS	776 725	0	4 846	171 879	150 000	150 000	150 000	150 000
4 -ELARGISSEMENT PONT AUTOROUTE R LIBERATION ATMB	280 000	0	0	0	280 000	0	0	0
TRAMWAY OPE 152BISAP201704	538 861	14 010	14 851	510 000	0	0	0	0
R BELOSSES DEMI AMBILLY RAQUAL MISE EN SEP OPE 164 AP201902	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses	1 669 076	87 500	19 697	681 879	430 000	150 000	150 000	150 000
2. VOIRIE MO COMMUNALE 2315	5 324 158	64 438	399 343	1 773 377	1 087 000	900 000	950 000	150 000
RUE DES ROSIERS A BRIAND OPE 164 AP201902	750 000	0	0	20 000	130 000	600 000	0	0
RUE DU MARTINET OPE 154	20 492	20 492	0	0	0	0	0	0
COURS DE LA REPUBLIQUE OPE 164 AP201902	1 000 000	0	0	20 000	30 000	150 000	800 000	0
RUE LIBERATION ET DE LA POSTE OPE 164 AP201902	0	0	0	0	0	0	0	0
PLAN MODES DOUX OPE 170	830 430	9 000	71 430	150 000	150 000	150 000	150 000	150 000
VIDEOPROTECTION OPE 58	34 908	3 658	0	16 250	15 000	0	0	0
RUE DES BELOSSES OPE164 AP201902 DEMI AVEC AMBILLY	1 040 361	4 552	317 051	356 758	362 000	0	0	0
RUE DE VERNAZ OPE 28	0	0	0	0	0	0	0	0
RUE DU TRANSVAL OPE 164 AP201902	605 573	5 573	0	600 000	0	0	0	0
RUE DES VIGNES 18 AOUT OPE 164 AP201902	314 367	8 357	0	306 010	0	0	0	0
PANNEAUX DAFFICHAGE OPE 165	7 357	7 357	0	0	0	0	0	0
PLAN DE JALONNEMENT OPE 161	5 449	5 449	0	0	0	0	0	0
AMENAGEMT HAMEAU GAILLARD LA VILLE ANCIENNE CASERNE POMPIERS OPE 184	300 000	0	0	0	300 000	0	0	0
TROTT R GENEVE DESBIOLLES PROJET ECRIDOR OPE 183	300 000	0	0	300 000	0	0	0	0
PASSAGE DOUANE DE VALLARD OPE 175	100 000	0	0	0	100 000	0	0	0
AMENAGEMT R INDUSTRIE ATMB OPE 175	15 221	0	10 862	4 359	0	0	0	0
Dépenses	5 324 158	64 438	399 343	1 773 377	1 087 000	900 000	950 000	150 000
Dépenses voirie communale	**6 993 234**	**151 938**	**419 040**	**2 455 256**	**1 517 000**	**1 050 000**	**1 100 000**	**300 000**
PREFECTURE VIDEOPROTECTION OPE 58	37 840	35 840	2 000	0	0	0	0	0
REGION VIDEOPROTECTION OPE 58	30 000	30 000	0	0	0	0	0	0
CD 74 RUE DU MARTINET OPE 154	15 990	15 990	0	0	0	0	0	0
Total recettes voirie communale	**83 830**	**81 830**	**2 000**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
3. ESPACES PUBLICS (AGGLO SYANE - 204)	496 248	496 248	0	0	0	0	0	0
VOIE VERTE OPE 140	10 159	10 159	0	0	0	0	0	0
ESP I GUBIER OPE 132	0	0	0	0	0	0	0	0
PRTE DE FRANCE R VALLARD TRAM OPE 149 AP201701	486 089	486 089	0	0	0	0	0	0
Dépenses	496 248	496 248	0	0	0	0	0	0
AGGLO PARTICIPATION VOIE VERTE	25 051	25 051	0	0	0	0	0	0

AGGLO PARTICIPATION TRAM TRVX CONNEXES PDF OPE 149 ET I GUBIR OPE 132	691 956	336 956	0	355 000	0	0	0	0
Total recettes	**717 007**	**362 007**	**0**	**355 000**	**0**	**0**	**0**	**0**
3. ESPACES PUBLICS MO COMMUNALE	2 823 303	103 380	782 700	1 353 890	53 333	30 000	500 000	0
CVTION SYANE TRAVX D ELEC PARVIS COLLEGE J PREVERT OPE 166BIS	54 905	0	0	54 905	0	0	0	0
CVTION SYANE 132BIS TRVX RESEAU DISTRI ELEC ELAIRAGE GIBIER VALLARD PDF	188 432	0	0	188 432	0	0	0	0
PORTE DE FRANCE R VALLARD OPE 149 APCP201701	4 200	0	0	4 200	0	0	0	0
SQUARE RUE DE VERNAZ	550 000	0	0	0	20 000	30 000	500 000	0
VOIE VERTE OPE 140	40 000	34 146	0	5 854	0	0	0	0
ESPLANADE I GUBIER OPE 132	1 779	1 779	0	0	0	0	0	0
PARVIS COLLEGE OPE 166 AP201903	1 891 382	12 585	764 433	1 081 031	33 333	0	0	0
SANITAIRE PLACE DU MARCHE OPE 138	67 091	52 388	14 703	0	0	0	0	0
SANITAIRE CIMETIERE SKATE PARK OPE 138	6 950	2 482	0	4 468	0	0	0	0
REQUAL PTE DE F INTERIEUR OPE 123	18 564	0	3 564	15 000	0	0	0	0
Dépenses	2 823 303	103 380	782 700	1 353 890	53 333	30 000	500 000	0
Dépenses espaces publics	**3 319 551**	**599 628**	**782 700**	**1 353 890**	**53 333**	**30 000**	**500 000**	**0**
AGGLO PARTICIPATION PARVIS COLLEGE J PREVERT OPE 166	390 000	0	0	390 000	0	0	0	0
CD74 PARVIS COLLEGE OPE 166	526 875	0	316 125	210 750	0	0	0	0
Total recettes	**916 875**	**0**	**316 125**	**600 750**	**0**	**0**	**0**	**0**
Total recettes espaces publics	**1 633 882**	**362 007**	**316 125**	**955 750**	**0**	**0**	**0**	**0**
4. REDYNAMISATION MOËLLESULLAZ ACQ. FONCIERES	765 000	0	0	765 000	0	0	0	0
AUTRES	0	0	0	0	0	0	0	0
ACQ LOCAL CAISSE D EPARGNE TRAVX ET DAB	765 000	0	0	765 000	0	0	0	0
ACQ CLAIRJOIE ET BLUELIGHT	0	0	0	0	0	0	0	0
RESTAURANT MADO	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses	765 000	0	0	765 000	0	0	0	0
4. REDYNAMISATION MOËLLESULLAZ TRAVAUX MO COMMUNALE	268 062	21 806	193 734	52 522	0	0	0	0
ECOLE MONTESSORI 2414 12	0	0	0	0	0	0	0	0
REST RDCH LE MAZARIN OPE 171	1 560	0	1 560	0	0	0	0	0
A TOUT VAPEUR OPE 169 APCP 202002	266 502	21 806	192 174	52 522	0	0	0	0
Dépenses	268 062	21 806	193 734	52 522	0	0	0	0
Dépenses redynamisation Moëllesullaz	**1 033 062**	**21 806**	**193 734**	**817 522**	**0**	**0**	**0**	**0**
CD74 A TOUT VAPEUR OPE169	37 500	0	37 500	0	0	0	0	0
REGION A TOUT VAPEUR OPE 169	25 804	0	25 804	0	0	0	0	0
AGGLO A TOUT VAPEUR OPE 169	70 000	0	35 000	35 000	0	0	0	0
Total recettes	**95 804**	**0**	**98 304**	**35 000**	**0**	**0**	**0**	**0**

5. ACQ. FONCIERES FEUX FOLLETS ET CONSIGNATIONS	**6 207 632**	**509 058**	**698 574**	**1 000 000**	**1 000 000**	**1 000 000**	**1 000 000**	**1 000 000**
5. LOGEMENT VIABILISATION DE TERRAIN	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	
5. PLH CARRE CHARLEMAGNE R VERNAZ SITE ECRIDOR	**72 250**	**0**	**67 375**	**4 875**	**0**	**0**	**0**	**0**
5. RENTE VIAGERE DECROUX	**122 904**	**39 867**	**41 037**	**42 000**	**0**	**0**	**0**	**0**
6. INVEST REC. PARTICIPATION TRAVX COPRO LE SALEVE 20422	**26 000**	**26 000**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
7. INVEST REC. PARTICIPATION TRANSFERT ZAE AGGLO 204	**110 030**	**36 515**	**36 515**	**37 000**	**0**	**0**	**0**	**0**
7. INVESTISSEMENTS EQUIPEMENTS HORS 204	**3 835 290**	**416 125**	**390 748**	**1 028 417**	**500 000**	**500 000**	**500 000**	**500 000**
7. Total dépenses investissement récurrents avec 204 ZAE Agglo	**3 945 320**	**452 640**	**427 263**	**1 065 417**	**500 000**	**500 000**	**500 000**	**500 000**
CAF POSE CLOTURE CRECHE 643.13	16 093	16 093	0	0	0	0	0	0
CD 74 SERV PERS AGEES 431.18 MAT INFO	789	789	0	0	0	0	0	0
Total dépenses programme	**31 539 265**	**2 416 908**	**4 948 000**	**11 687 194**	**5 007 163**	**2 580 000**	**3 100 000**	**1 800 000**
Total recettes programme chapitre 13	**3 887 428**	**647 279**	**797 431**	**1 642 718**	**200 000**	**200 000**	**200 000**	**200 000**
Total recettes programme FCTVA article 10222	**3 297 986**	**486 506**	**187 480**	**430 000**	**1 000 000**	**600 000**	**254 000**	**340 000**
Total recettes programme	**7 185 414**	**1 133 785**	**984 911**	**2 072 718**	**1 200 000**	**800 000**	**454 000**	**540 000**
Coût annuel	**24 353 851**	**1 283 123**	**3 963 089**	**9 614 476**	**3 807 163**	**1 780 000**	**2 646 000**	**1 260 000**

C – Les ratios de la loi du 6 février 1992 relative à l'Administration Territoriale de la République (ATR)

	2021 Moyenne de la strate	2020 Gaillard	2021 Gaillard	2022 Gaillard
Ratio 1= Dépenses réelles de fonctionnement / population	1 071	1 114	1 087	1 194
Ratio 2= Produit des impositions directes / population	596	461	471	466
Ratio 3= Recettes réelles de fonctionnement / population	1 272	1 360	1 395	1417
Ratio 4= Dépenses d'équipement brut / population	292	160	446	1 074
Ratio 5= Encours de la dette / population	862	364	306	253
Ratio 6= Dotation globale de fonctionnement / population	173	68	65	56
Ratio 7= Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement	60,5 %	68 %	70,33 %	65,4 %
Ratio 9= Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement annuel de la dette en capital / recettes réelles de fonctionnement	91,1 %	85,63 %	82,07 %	87,97 %
Ratio 10= Dépenses d'équipement brut / recettes réelles de fonctionnement	22,90 %	11,73 %	31,95 %	75,75%
Ratio 11= Encours de la dette / recettes réelles de fonctionnement	67,7 %	26,72 %	26,07 %	17,84%